

impac

• décembre 2015
janvier 2016
CPPAP : 0715 S 07535
numéro
166
• 2,50 €

INTERVENTION / PAGE 12
L'Organisation internationale du travail, une institution mal connue en France

DÉBAT / PAGE 17
Débat sur le rapport d'activité

PORTE-FOLIO / PAGE 34
Le 8^e Congrès en images

SPÉCIAL

8^e (huitième)
CONGRÈS *Le livre, le papier et la communication*
filpac cgt
RASSEMBLER
POUR REVENDIQUER

CONSTRUIRE LA SOLIDARITÉ,
CHOISIR SON CAMP,
VAINCRE L'AUSTÉRITÉ

23, 26 novembre 2015 | **MONTREUIL**

**Comptes-rendus, débats,
interventions, portraits...**



impac /166/ sommaire



OUVERTURE DU CONGRÈS page **4**

Lundi 23 novembre / **Le rapport d'introduction**
Allocution de Marc Peyrade, secrétaire général de la Filpac CGT

INTERVENTION page **9**

“Bonjour à toutes et à tous”
Allocution de Thierry Dumez, secrétaire général adjoint de l'UR Ile-de-France CGT

DÉBAT ORIENTATIONS pages **10, 11**

Mardi 24 novembre / **Tournés vers l'avenir**

INTERVENTION page **11**

Pour vous tous, le mot solidaire a un sens
Allocution de Philippe Escudero, secrétaire général du Comité du Livre du Secours populaire français

INTERVENTION pages **12, 13**

L'Organisation internationale du Travail, une institution mal connue en France
Allocution de Bernard Thibault, membre de l'OIT

EUROPE page **14**

Trio européen à la tribune

LA FILPAC EN MOUVEMENT page **15**

Question de Bilan
par Pascal Lefebvre, secrétaire fédéral de la Filpac CGT

DÉBAT pages **17, 22**

Mardi 24 novembre / **Débat sur le rapport d'activité**

PORTRAITS pages **23, 25**

Olivier Dupont, Gérard Sénécal, Carlos Tunon, Jamel Sadek, Menvin Vencatasamy, Franck Sailliot...

INTERVENTIONS pages **25, 29**

Reconstruire solidarité et travail collectif
Allocution de Laurent Gaboriau, secrétaire général de l'Ufic Lc Filpac

Le numérique doit être l'affaire des salariés
Allocution de Marie-José Kotlicki, secrétaire général de l'Ugic CGT

Le bon équilibre
Allocution de Cyril Fournet, syndicat Gascogne Dax

L'alternative, tous ensemble
Allocution de Dany Muller, secrétaire général de l'Ufr Filpac CGT

COMITÉ EXÉCUTIF NATIONAL 2015 page **31**

RÉSOLUTION D'ACTUALITÉ 8^e CONGRÈS 2015 pages **32, 33**

PORTE FOLIO, 4 jours de congrès en images pages **34, 35**



impac n°166 – décembre 2015, janvier 2016 – CPPAP 0715 S 07535
Le Journal des travailleurs des industries du livre du papier et de la communication CGT
Directeur de la publication : **Marc Peyrade**
Équipe technique et rédactionnelle : **Bruno Lantéri, Michèle Marquis, Philippe Zirn, Yvon Huet, Jean-Pierre Ghiotto, Jean Gersin, Alloua Sayad** (photo), dessins de **Coco** / Coordination : **David Dugué**
Maquette, direction artistique : **Frédéric Joffre**

Filpac CGT : Case 426 – 263, rue de Paris – 93154 Montreuil Cedex – filpac@filpac-cgt.fr – www.filpac-cgt.fr –
Tél. : 01 55 82 85 74 / Imprimerie GARET, Breteuil.



Solidarité !

DAVID DUGUÉ

C'est cette valeur constitutive de l'identité de la CGT qui anima le 8^e congrès des syndicats de notre fédération, à Montreuil du 23 au 26 novembre 2015.

Impac a fait le choix de partager avec vous quelques instants choisis : comptes-rendus des débats, interventions, portraits, résultats des votes et bien évidemment quelques photos, qui sont autant d'éléments qui devraient vous permettre de ressentir la dynamique de nos assises nationales.

C'est aussi l'occasion de remercier à nouveau l'ensemble des camarades de l'équipe technico-rédactionnelle et de l'imprimerie de Paris Offset Presse qui ont permis à tous les délégués d'avoir tout au long du congrès un *Impac* quotidien, support de ce numéro 166.

Forts d'une orientation votée à la quasi unanimité, les syndicats de la Filpac et leur direction fédérale élue, le Comité Exécutif National, parviendront par l'exercice de la démocratie syndicale accrue et une vie syndicale renforcée, à passer du dire au faire, des mots aux actes, et ainsi de l'avenir, prendre le parti ! ●



LUNDI 23 NOVEMBRE

LE RAPPORT D'INTRODUCTION (EXTRAITS)

 MARC PEYRADE

Mes camarades, le cours des choses emprunte de telles voies, pratique de telles bifurcations brusques et inopinées que notre congrès, déjà environné d'un lourd climat d'offensive patronale, subit de plein fouet, en ce moment même, les événements de guerre au cœur de nos villes.

PREMIÈRE PARTIE ON NOUS FAIT LA GUERRE SOUS DE MULTIPLES FORMES

En effet, les leçons de « Charlie » n'ont pas été tirées. Nous n'avons pas encore séché nos larmes pour nos frères assassinés de « Charlie » que, déjà, à nos morts et nos blessés de janvier s'ajoutent nos morts et nos blessés de novembre. Avec quelle violence et à quelle échelle... Les rodomontades guerrières d'aujourd'hui masquent l'incompétence ou la manipulation. Ou bien les deux. Ces deux catastrophes nous rappellent que, dans la guerre, la seule victime c'est la popu-

lation, c'est le peuple. Ce sont les nôtres, encore et toujours. Ça suffit, notre congrès adresse une immense protestation à tous les va-t'en-guerre : nous, le peuple, sommes les seuls à ne jamais avoir aucun intérêt à faire la guerre. Jamais.

Mais on nous la fait, cette guerre. Sous de multiples formes. C'est bien pour ça que nous sommes fondés, nous syndicalistes de la Filpac Cgt, à nous occuper de ce qui nous regarde, c'est-à-dire de tout ce qui touche à notre peuple, à notre camp, à notre classe. Et les brûlantes affaires de terrorisme sont en plein dedans.

La peur qu'inspirent les assassinats du 13 novembre est d'autant plus forte qu'elle surgit alors que nous nous croyions à l'abri de la guerre. Et pourtant. Le climat s'est répandu, s'est incrusté même, d'une guerre sourde, rampante, omniprésente, sous la forme du management par la peur pratiqué à haute dose, notamment depuis la crise de 2007-2008. Nous voyons, dans les entreprises comme à la ville, nos collègues, les salariés, tous les travailleurs subir ce climat de menace, de chantage, d'intimidation, d'humiliation, de rabaissement de l'individu. Cette pénible atmosphère a été semée par la peur qu'inspire le manie-

“

Quelle guerre ? De quelle guerre s'agit-il ? Les terroristes du 13 novembre ou de janvier ne l'ont pas initiée, ils l'ont portée au cœur de nos quartiers. Elle existait bien avant, mais c'était loin, là-bas, en Syrie, en Irak, en Libye, au Mali.

”

suasion du chômage, de la chute dans la précarité, du déclassement social.

La souffrance au travail s'est répandue parce que le prix de la vie humaine au travail a chuté vertigineusement. Au point que le suicide, la dépression, l'enfer au travail, expriment au quotidien l'intensification et la maltraitance généralisée du salariat. Les chômeurs seraient coupables de l'être, ils sont déclarés soit inemployables

de leur fait, soit suspectés d'abuser de la charité que pratiquerait l'Unedic à leur bénéfice. La Sécurité sociale est présentée comme un luxe d'un autre temps, où l'on consacrait des parts de PIB à la sûreté de toutes et tous, les jeunes sont priés de faire leur deuil de tout bien-être social.

Cette peur sociale se cumule désormais avec la peur de la guerre. Quand le prix de la vie humaine est déprécié à ce point sur le marché du travail et dans l'entreprise publique, il ne risque pas d'être enchéri sur le terrain de la guerre.

C'est de ce point de vue que nous examinons la propagande actuelle pour l'unité nationale

Il faudrait par peur se blottir derrière un chef providentiel et lui aliéner nos libertés, pour qu'il nous débarrasse, cette fois c'est sûr, de la bête terroriste. Mais, demandons-nous, pourquoi l'unité nationale fonctionnerait pour l'intérêt général alors que sur le terrain social nous perdons jusqu'au droit élémentaire d'accès aux moyens de vie, le salaire ? Nous ne serions, à l'entreprise ou à l'embauche, pas bons à grand-chose mais bons à tout pour l'entreprise de guerre ? [...]

Notre congrès devra décider si nous pratiquons une quelconque autocensure et nous mettons en veilleuse nos revendications au nom de l'union sacrée réclamée d'en haut pour faire une guerre sans fin. Ou bien, malgré et contre le renforcement de l'autorité de l'état autour du seul président, volontairement coupé de la souveraineté populaire, nous puisons de l'énergie dans la situation créée pour imposer l'État d'urgence sociale.

Car ce slogan restera lettre morte dès la fin du congrès si nous ne lui donnons pas corps au travers de notre engagement pour un syndicalisme de combat et d'émancipation sociale. Nous ne sommes pas venus à Montreuil pour pleurer, mais pour partager nos difficultés et sortir de notre congrès plus forts, plus soudés, plus solidaires.

L'objet de notre Congrès est également de mieux cerner les éléments qui peuvent fonder la confiance. Non pas de manière volontariste mais à partir des contradictions que génère la brutalité du capital. Si notre expérience collective se heurte aujourd'hui à l'intransigeance patronale et aux menées du gouvernement, il s'agit de les analyser pour en tirer à la fois des pistes de luttes mais aussi peut-être leur apporter un éclairage nouveau, dicté par les enjeux les plus actuels, qui nous permette d'élargir le champ de nos possibilités. Car non, nous n'avons pas épuisé toutes nos capacités d'intervention et d'entraînement.

L'austérité à perpétuité pour nous ? Sans blague ?

Parlons des luttes car c'est ça notre richesse et que ça bouge de partout. Un nombre suffisamment important pour être significatif de luttes sont engagées. Des luttes sur les salaires et les conditions de travail avec, et cela est à noter, une volonté concrète de gagner. Et pour ce faire, elles se centrent sur des préoccupations très locales, ressenties comme plus à portée de main où des succès total ou partiel ont été suffisamment notables pour certainement donner le goût de recommencer ou de faire exemple.



Face à cela, au lieu de subir en silence, les grèves sur les conditions de travail dénoncent de plus en plus publiquement, explicitement, ouvertement cette souffrance au travail, cette maltraitance au travail.



Cela d'autant plus que le conflit à Air France a encore plus libéré la parole et que la dénonciation du « management par la peur », du harcèlement au travail, a explosé après le 5 octobre. [...]

Regardons de près la lutte en cours d'ArjoWiggins Wizernes. Oui, les militants de la Filpac Cgt et avec eux les salariés, les élus et la population refusent d'obéir à l'ordre patronal et gouvernemental. Non, ont-ils décidé, nous n'allons pas disparaître parce qu'un état-major lointain, fort du soutien du gouvernement et de la Banque publique, a décrété que les usines et les emplois devaient être rayés de la carte pour satisfaire ces messieurs, qui, tournés vers leurs opérations boursières sur le marché financiers veulent investir dans la distribution et non plus dans la fabrication. [...]

DEUXIÈME PARTIE « CONSTRUIRE LA SOLIDARITÉ » EST L'UN DES MOTS D'ORDRE DU CONGRÈS

La pauvreté et les inégalités sont les fondements d'une société condamnée à la guerre économique perpétuelle

Dès lors, la solidarité entre travailleurs devient la première des expressions du refus d'être rabaissés à l'état de marchan-

dise. Il ne s'agit pas pour nous d'une vague notion morale qui justifierait un discours culpabilisateur. A l'inverse, nous devons porter la solidarité comme le premier élément de la résistance à l'entreprise de déshumanisation opérée par le système capitaliste.

L'affaire est de la plus haute importance, car notre conception de la solidarité est mise en danger par une prétendue solidarité nationale, une solidarité de la race...

Chaque minute qui passe sans expression concrète et organisée de la solidarité à l'égard des immigrés, quelles que soient les raisons de leur arrivée, renforce la solidarité de barbelés et de camps « hot spot » de rétention et de sélection, ce que pratiquent les membres de l'Union européenne à l'égard de l'étranger. Les fermetures de frontières, l'expulsion manu militari des réfugiés hors de l'espace national et européen, la danse des matraques policières à Calais ou à la frontière du dictateur hongrois Orban, comme le coulage des barques surchargées au large de Lampedusa, de l'île grecque de Lesbos et de Gibraltar avalisent le racisme du Fn dans sa guerre contre l'étranger. [...]

Dans la même veine, les efforts du gouvernement pour favoriser à outrance un syndicalisme d'experts économiques en libéralisme et de professionnels autonomes dans la négociation truquée procède de la même action : substituer à la solidarité entre membres de la classe du travail la prétendue solidarité entre employeurs et employés. C'est d'autant plus une erreur magistrale de marcher dans la combine que les patrons, eux, ont mis en place une pratique où ils s'adressent directement aux salariés, de façon à obtenir d'eux, sous la menace de licenciements, une solidarité à l'égard de leur business plan et de leur management. Dès qu'ils peuvent se passer de tout syndicalisme, même et y compris le syndicalisme le plus domestiqué, ils le font, comme en témoignent nombre d'accords de régression sociale soutirés aux salariés par référendum sous couvert de compétitivité et d'efforts partagés. [...]

Mes camarades, prenons bien la mesure de ce que représente encore notre réseau de militants. Celui des élus, mandatés, militants et syndiqués Filpac. C'est le réseau social le plus actif, le plus influent qui soit quand il tourne à plein régime. Mais pour qu'il fonctionne à plein régime il faut que chaque groupe de ce réseau, que chaque syndicat, ait en permanence le souci de comprendre et de faire partager l'identité des situations subies par les salariés quel que soit leur secteur d'activité. [...]



S'il est un terrain sur lequel doit se réduire l'écart entre le dire et le faire, c'est bien celui-là.

Dès lors, l'engagement devient beaucoup plus facile, attractif et enthousiasmant. Et d'engagement, mes camarades, nous allons en avoir besoin.

TROISIÈME PARTIE **L'ÈRE DU CAPITALISME NUMÉRIQUE** **COMMANDE DE NOUVELLES** **REVENDECTIONS, DE NOUVELLES** **ACTIONS, ET LA REFONDATION D'UNE** **PERSPECTIVE GLOBALE,** **LA TRANSFORMATION SOCIALE**

Le parti pris de l'avenir que nous nous sommes engagés à prendre lors de notre dernier congrès nous permet aujourd'hui d'occuper le grand espace qui s'ouvre devant nous pour ce syndicalisme moderne de revendications, d'action de rassemblement solidaire et fraternel.

La destruction du droit social est commandée par l'offensive qui se fixe comme but la dispersion du salariat, bien au-delà du chômage et de la précarité. Le numérique de marché offre la possibilité aux patrons d'organiser la compétition entre ceux qui sont sous statut du travail salarié et ceux qui sont poussés hors du salariat pour devenir auto-entrepreneurs ou créateurs d'entreprise. La numérisation généralisée, dans le cadre des rapports sociaux du capitalisme, va détruire nombre d'emplois et de filières professionnelles



Le parti pris de l'avenir que nous nous sommes engagés à prendre lors de notre dernier congrès nous permet aujourd'hui d'occuper le grand espace qui s'ouvre devant nous pour ce syndicalisme moderne de revendications, d'action de rassemblement solidaire et fraternel.



entières. Les patrons estiment en conséquence possible d'une rupture historique avec le droit et la sécurité sociale, et avec le salariat tel qu'il s'est construit et reconstruit en cent ans. [...]

Commençons par la loi et le droit

En quoi y a-t-il un danger imminent de rupture historique ? Quels principes fondamentaux sont immédiatement visés ?

• Là où la Sécurité sociale repose sur la mutualisation des moyens du pays pour répondre aux besoins de vie de tous, le capital entend la ramener à une couverture universelle minimale de façon que chacun finance le reste, c'est-à-dire le principal, selon ses moyens.

• Le droit social est la conséquence légale des conquêtes collectives contre l'exploitation capitaliste. C'est pour ces raisons que le libéralisme veut le ramener au droit le moins disant et le plus commun, l'égalité sociale serait assurée par le marché, le reste dépendant de la performance individuelle de chacun pour s'y faire une place.

Trois offensives simultanées sont menées autour de la loi Macron 2 pour en conforter l'importance

• Si la réduction du Code du travail est confiée à des experts pour 2018, en revanche des éléments essentiels doivent en être extirpés dès janvier 2016. Une négociation doit être menée sur le remplacement de la loi par le contrat d'entreprise. Pour y parvenir, la mesure du temps de travail doit sortir du cadre de la loi, de même la répartition des repos et des congés doit devenir du ressort de l'accord local.

• De façon cohérente pour cette entreprise libérale, les conventions collectives, qui ont force de loi et qui encadrent tous les contrats de travail, doivent sauter. Si le principe de l'accord négocié à l'entreprise doit l'emporter, alors il faut au patronat et à son gouvernement se libérer d'un cadre qui garantit au contrat de travail un plancher social prénégocié et commun à toute une filière professionnelle. Tel est l'objet de l'accord de méthode présenté aux confédérations pour être réalisé fin décembre 2015.

• Enfin, s'agissant de la Sécurité sociale

et de sa carte Vitale, il est prévu un traitement particulier. Valls a chargé l'un de ses services de donner une définition précise à la création du compte personnel d'activité (Cpa) adopté par la loi Rebsamen, et créé au plus tard le 1^{er} janvier 2017. L'auto-entrepreneur, le créateur d'entreprise, et tout ce qui ne doit pas entrer sur le marché du travail ou qui s'y trouve, doivent ramener leurs droits sociaux à un socle minimal, réputé universel et pensé le plus bas possible, de façon que les autres droits soient liés à ses moyens. La supercherie consiste à faire croire à un transfert du droit lié à un emploi à un droit lié à la personne. Le Cpa n'est pas un droit lié à la personne mais dépendant de l'employabilité et de la performance de l'individu sur le marché. Le marché de dupes Cpa contre carte vitale est une arnaque en cours dans des négociations obscures.

Nous avons un intérêt immédiat et concret à participer dès la fin de notre congrès à la construction d'un vaste mouvement et une mobilisation contre la loi Macron 2, telle qu'elle résulterait des menées libérales du gouvernement et du patronat

Au service de la future loi Macron 2 de janvier 2016, le rapport Mettling, dont le titre officiel est « Transformation numérique et vie au travail », remis au gouvernement le 15 septembre, donne le sens réel de l'attaque contre le Code du travail. L'enjeu de la numérisation généralisée concerne des millions d'emplois.

La thèse servie par Mettling à Macron se résume ainsi : la révolution numérique implique « un changement de paradigme dans le monde du travail ». Loin de se résumer à l'usage d'outils numériques, elle marque l'arrivée, dans l'entreprise, de méthodes de conception, de production, de collaboration, qui sont aussi des méthodes de pensée, de travail, d'organisation. Des millions d'emplois ont été détruits par la robotisation et la numérisation du secteur industriel. Les emplois créés ont été infimes par rapport aux emplois détruits. Quant aux reconversions, elles existent à peine.

A ce chômage technologique, frappant de plein fouet la classe ouvrière, s'est ajouté le chômage issu des politiques de destruction volontaire de postes de travail du fait de la concurrence mondialisée et du moins-disant social. (...)

Mettling s'appuie délibérément sur le poids du chômage pour présenter le numérique comme une bonne aubaine pour disperser les citadelles salariales.

Alors nouveaux emplois numériques ? Si oui, lesquels ? Non, plus sûrement sortie du salariat et de la Sécurité sociale !

LA FILPAC CGT

• **rejette totalement la destruction du droit social actuel.** S'il doit apparaître de nouvelles formes d'emplois, qu'elles s'intègrent dans la légalité du droit social actuel. C'est bien le statut du travail salarié qu'il faut étendre aux travailleurs précaires, et non précariser le travail entier au nom de l'entrepreneur nomade.

• **combat la concurrence entre salariés** et la disparition du cadre légal au profit de la précarité. La charge de travail, même numérique, doit être mesurée à l'entreprise et délimitée par un contrat de travail. Le forfait jours n'est qu'un autre nom de la disparition du temps de travail et de la quantification de la charge de travail.

• **s'oppose au mensonge d'État** qui présente le Code du travail comme fauteur de chômage, et l'ensemble des lois sociales comme archaïques, s'opposant à la modernité du numérique. Au contraire, le numérique est une formidable opportunité de rassemblement de tous les salariés autour d'objectifs communs. L'un d'eux consiste à défendre et promouvoir la Sécurité sociale sous tous ses aspects, en l'étendant au revenu même du travail.

La Filpac Cgt, contre la réduction du salarié à son compte individuel d'activités, défend et la carte Vitale de la Sécurité sociale et le contrat de travail, générateur de cotisations sociales qui en assurent la pérennité. Elle considère qu'il n'y a aucune raison, aucun argument qui justifie la supériorité des impératifs du numérique sur la loi.[...]

Il est du ressort de tous les syndicats représentés par les FD et les UD de définir le mandat précis des négociateurs et l'opportunité même de négocier.

Mais notre congrès nous offre surtout l'occasion de faire le point sur nos propres pratiques tant les principes que nous demandons à la Cgt de respecter nous devons nous-même les appliquer.

Le mandat général de tous nos négociateurs consiste à chercher les conditions de satisfaction des revendications selon le rapport des forces établi dans cet objectif.

Au cours de notre congrès nous aurons à nous déterminer sur une orientation décidée, assumée et appliquée par tous, contraire à un syndicalisme institutionnalisé, tel que le pratique le bloc Cfdt Cftc Cgc.

Adopter cela, c'est dire d'une autre manière qu'il n'y a pas de terrain de négociation au centre de laquelle se situe la compétitivité conçue comme la cause commune aux employeurs, aux employés et à leurs représentants. Adopter cela, c'est dire d'une autre façon encore qu'à l'heure de la mondialisation libérale qui impose la concurrence de tous contre tous, le capita-



Nous devons défendre la Cgt, attaquée de toute part qu'elle est pour qu'elle renonce à son identité constitutive.



lisme n'est pas amendable, et ce d'aucune manière.[...]

Le premier devoir de notre congrès est d'affirmer tant par des orientations pratiques que par un positionnement général notre identité de syndicalisme de transformation sociale.

Nous dénonçons toute menée visant à intégrer le syndicalisme dans une pratique permanente de concertations, de prétendues négociations comme une attaque contre notre propre existence et l'existence même de la Cgt. Nous devons défendre la Cgt, attaquée de toute part qu'elle est pour qu'elle renonce à son identité constitutive. [...]

C'est que nous voulons être prêts à la fois pour transmettre les réflexions communes aux délégués et militants de la Fédération, prêts à participer à l'élaboration aujourd'hui éparse et dispersée, prêts, osons l'affirmer, à nous comporter selon notre fonction syndicale dans les mouvements sociaux qui viennent.

Il ne s'agit surtout pas d'exhumer et de ré-citer un bréviaire ancien des deux siècles passés. En revanche, tirant les expériences de l'histoire, nous pouvons écrire notre propre itinéraire. Non, nous n'avons pas tout essayé. Nous n'avons pas épuisé toutes nos capacités d'intervention et d'entraînement pour sortir de l'ornière du capitalisme.

Notre congrès tombe à point nommé.

À nous d'en faire une plate-forme pour fortifier nos combats.

Et ça commence maintenant.

Vive la Cgt, vive la Filpac, vive le 8^e congrès ! ●

Journalistes pigistes, ayez le réflexe Audiens



INTERNET

Retrouvez tout l'accompagnement Audiens et les contacts utiles sur www.audiens.org Espace « Particulier / pigiste »



PRÉVOYANCE

Savez-vous que vous bénéficiez d'une couverture lors d'un congé maternité, d'un arrêt de travail, d'une invalidité ou d'un décès ? Y compris pendant vos périodes d'inactivité ? Pour connaître vos droits prévoyance.

 0 173 173 580

PRENDRE SOIN DE VOUS ET PRÉSERVER VOTRE SANTÉ

Pour le remboursement de vos frais médicaux et ceux de votre famille, pensez à la complémentaire santé dédiée aux pigistes !

 0 173 173 580

Pour réaliser un bilan de santé spécifique aux professionnels de la presse afin de prévenir les pathologies spécifiques rencontrées dans l'exercice de votre métier.

 01 84 79 02 79

PRÉPARER VOTRE RETRAITE POUR BIEN LA VIVRE

Pour vous informer sur votre retraite, recevoir un relevé individuel de situation dès 35 ans, reconstituer votre carrière ou bénéficier d'un entretien information retraite personnalisé à partir de 45 ans...

 0 173 173 755

Pour faire de cette étape une expérience positive, réfléchir à l'aménagement de votre temps, identifier de nouvelles activités ou en savoir plus sur le cumul emploi retraite, vous pouvez participer à des réunions d'informations et d'échanges sur ces sujets.

 0 173 173 331

Bonjour et salut à toutes et à tous !

Allocution de **Thierry Dumez**, secrétaire général adjoint de l'Union régionale Ile-de-France Cgt

 SYNTHÈSE DE LA RÉDACTION

C'est avec plaisir et fraternité que je prends la parole pour l'Union Régionale Ile-de-France à l'ouverture de votre 8^e Congrès. (...) D'abord, il est indispensable d'évoquer les terribles attentats meurtriers commis en région, le 13 novembre à Saint Denis et à Paris ! Mais aussi à Bamako, vendredi et aujourd'hui à Bruxelles, situation très difficile. (...)

L'Urif s'est exprimée pour condamner ces actes barbares, condamner aussi les choix politiques qui « ouvrent la voie » à cette situation.

Nos pensées vont aux victimes, à leurs familles, aux amis. Enfin, une pensée émue pour les trois militants de la Cgt qui font partie des victimes. (...) En début d'année, le 7 janvier, avec les attentats de *Charlie Hebdo* votre profession était directement ciblée. Je n'oublie pas que nous avons salué le courage des hommes et des femmes qui défendent chaque jour, la liberté de pensée, la liberté d'expression dans notre pays ! (...)

En évoquant la nécessité de poursuivre la mobilisation, la lutte, je dois bien reconnaître que nous partageons beaucoup d'arguments développés dans votre bilan d'activité ou votre projet de document d'orientation.

Une phrase (p5) du bilan d'activité résume bien le problème. Je cite : « ... *plus le rythme des réformes réactionnaires s'emballent, plus le patronat en veut, encore plus !* ».

C'est exactement ce que nous avons dit dans l'unité en région (Cgt, FO, FSU, Solidaires) pour contester le pacte de responsabilité ou plus récemment contre la « loi Macron ». (...)

Alors, ce n'est pas un hasard si l'année dernière nous avons choisi la mobilisation plutôt que la participation à la 3^e conférence sociale.

D'ailleurs, ceux qui vantent le mérite du dialogue social ne se gênent pas pour valider des accords minoritaires signés dans le dos des salariés, en particulier avec la Cfdt comme dans la santé, ou encore la Fonction publique, les retraites complémentaires.

Sur ce dossier des retraites, c'est un grave recul social qui a été obtenu pour le Medef ! Alors à propos de la conférence sociale, notre position était juste et clairvoyante ; d'ailleurs le 19 octobre dernier, nous avons dénoncé une opération de « com » d'un gouvernement qui répond aux exigences du patronat au détriment des salariés ! Dans ce contexte, pour les libertés syndicales qui nous étions ensemble place de la République le 23 septembre, notamment avec les cinq camarades de l'Energie qui étaient convoqués au tribunal ; c'est

aussi pourquoi, nous étions avec les Air France le 22 octobre dernier devant l'Assemblée nationale ! Et j'en profite pour rappeler que nous serons encore mobilisés le 2 décembre avec les camarades d'Air France devant le TGI de Bobigny.

Le 2 décembre sera une journée d'action pour dire non à la répression, non à la violence sociale, oui au progrès social ! (...)

Depuis la très importante mobilisation interprofessionnelle du jeudi 9 avril, les débats sont forts, nombreux sur l'idée qu'une manifestation tous les six mois, ce n'est peut-être pas la bonne cadence, cela ne permet pas de nourrir des convergences de luttes, des mobilisations ! Des mobilisations, qui renforcent les luttes des salariés ! (...)

Le 8 octobre dernier, nous faisons le constat, d'une réelle disponibilité des salariés à débattre

Aujourd'hui, des luttes unitaires sont à l'ordre du jour : commerce, santé, avocats, Energie, Air France, dans la presse, à l'Afp.

ou s'engager dans l'action pour l'augmentation immédiate des salaires, l'amélioration des conditions de travail, la réduction du temps de travail...

Aujourd'hui, des luttes unitaires sont à l'ordre du jour : commerce, santé, avocats, Energie, Air France, dans la presse, à l'Afp...

Dans ce contexte, l'appréciation positive de la décision de la Cgt de ne pas cautionner la « conférence sociale » du 19 octobre est aussi une approbation d'une Cgt revendicative aux côtés des salariés, qui oppose revendications aux politiques d'austérité. Une Cgt de lutte qui obtient des succès, comme pour le palace Paris-Opéra où les salariés obtiennent près de 180 € mensuels suite à une grève ! (...)

Enfin un mot pour terminer et dire que votre congrès est une contribution aux débats du prochain congrès confédéral !

Ensemble nous pouvons contribuer aux débats avec les syndiqués, faire connaître leurs avis, leurs attentes et avec votre fédération, les Unions départementales, proposer un mandat, de délégués porteurs de débats pour faire des choix justes et forts au 51^e congrès, pour une Cgt de lutte, une Cgt de classe, une Cgt capable de relever les défis d'aujourd'hui !

Dans cette période de préparation du congrès confédéral nous pouvons renforcer les liens, travailler ensemble, avec les syndicats, les unions locales, les unions départementales. Je sais que vous contribuez à faire vivre cette démarche solidaire, revendicative, interprofessionnelle c'est un gage d'efficacité pour toute la Cgts. Merci de votre écoute et bon congrès ! ●

MARDI 24 NOVEMBRE

TOURNÉS VERS L'AVENIR

 SYNTHÈSE DE LA RÉDACTION

Marc Peyrade, avant l'ouverture du débat fait une rapide mise au point sur le rapport d'ouverture du congrès.

Quatre axes :

1) **Événements du 13 novembre, état d'urgence au nom de la sécurité, restriction des libertés, notamment syndicales, il nous faut avoir une expression sur ces sujets.**

2) **Analyse de la situation réelle. Souffrance au travail qui conduit à la radicalisation des salariés face aux attaques patronales.**

3) **Solidarité dans les luttes, ArjoWiggins, Afp, ...etc.**

Éveiller ou créer la solidarité pour qu'une notion d'appartenance au même monde, à la même classe investisse les consciences. Aller chercher les convergences solidaires avec d'autres mouvements, associatifs ou politiques, qui partagent nos points de vue.

4) **Loi Macron 2, destruction du droit social, tout cela mérite une mobilisation de grande ampleur. L'émancipation de notre syndicalisme, son rapport avec la politique pour promouvoir une autre société. Il nous faut relever la tête et avoir une vision à long terme. Mener des campagnes revendicatives plutôt que des négociations stériles.**

Débat

Notre congrès se déroule dans une période d'une extrême gravité. Les guerres menées par des « démocraties » contre des obscurantismes laissent derrière elles des guerres civiles permettant l'essor du pire, comme l'implantation de l'extrême-droite religieuse qu'est Daesh.

Depuis ce vendredi noir, le vote d'une seule voix de la prorogation de l'état d'urgence menace l'Etat de droit et les libertés. Agir pour rassurer une population conditionnée médiatiquement et politiquement par la peur en imposant le totalitarisme comme modèle de société est illusoire.

Agir sur les véritables causes en décrétant l'état d'urgence social comme seul et unique moyen donne du sens à un projet



Les syndicalistes ne doivent plus rester dans un rôle de spectateur, mais établir les responsabilités des auteurs, dénoncer leurs logiques politiques qui conduisent à la destruction des acquis.

de société viable et porteur d'espoir.

Les lois Rebsamen et Macron et déjà l'Etat annonce la loi Macron 2. Le Code du travail est dans leur collimateur comme étant le nouveau responsable d'une économie en manque de croissance.

Les milliards du CICE manquent pour que s'accomplisse une politique sociale et renforcent le désespoir d'une partie des citoyens. Le FN devient le principal bénéficiaire de cette politique, avec tout ce qu'il représente comme dangers pour les libertés, la démocratie et sa politique de préférence nationale faisant de l'étranger le bouc émissaire responsable des maux de notre société !

La Cgt doit clairement identifier cette politique afin de mieux la dénoncer en proposant une alternative pour améliorer nos vies citoyennes et professionnelles. Notre syndicat Info'Com a donc décidé, d'intervenir sur les champs politiques et sociétaux par le biais d'argumentaires et de campagnes d'affiches en utilisant plus fréquemment les réseaux sociaux. Les syndicalistes ne doivent plus rester

dans un rôle de spectateur, mais établir les responsabilités des auteurs, dénoncer leurs logiques politiques qui conduisent à la destruction des acquis.

La discussion a continué sur l'état d'urgence, et pour certains camarades l'interdiction de manifester, de continuer les actions engagées conduira à la fermeture des entreprises dont les personnels sont en lutte pour que continue l'activité y continue, comme ArjoWiggins où les salariés sont déterminés pour aller, quoi qu'il arrive jusqu'au bout de leur combat.

Le global et le local, quand en parler et comment ? Le local ne suffit plus. Les incidents du 13 novembre ont permis à Hollande de se positionner en homme fort chez les responsables politiques internationaux.

Si nous ne descendons plus dans la rue, nous sommes fichus. Les syndicats se sont dépolitisés et le débat interne s'est appauvri. Comment doit-on structurer notre syndicalisme dans un environnement technologique et politique en pleine mutation ?

Le programme des Etats généraux de la presse évoqué par le syndicat Info'Com qui dénonce l'accélération de la concentration des médias dans de grands groupes nationaux.

Cette spoliation du pluralisme ne suffit plus, il faut maintenant supprimer nos acquis sociaux et nos conventions collectives.

Certaines organisations Cgt résistent, s'opposent, se mobilisent et proposent des solutions alternatives.

Cependant des disparités trop importantes se font jour en termes de mobilisations, de coordinations, de soutiens ou de convergences des luttes pour contrer efficacement les attaques patronales.

Ce congrès devrait être l'occasion de pointer nos insuffisances à tous les niveaux : confédérales, fédérales et syndicales, afin d'essayer d'y remédier.

Accuser ou reporter la faute sur la structure « d'en haut » est le réflexe classique qui permet de se rassurer, mais qui ne règle pas le problème de fond.

Chacun a un rôle à jouer, pour aider toutes les structures de la Cgt à agir,

à argumenter et à travailler au débat démocratique permettant d'éveiller les consciences.

Reproche est fait, par le syndicat Info'Com, sur le fonctionnement de la fédération, son manque d'activité, de réactivité, de solidarité à l'égard de certains conflits ou luttes et une absence de vision d'avenir pour les secteurs d'activités que nous couvrons.

Nous regrettons le manque d'ambitions qui ne permet pas de fédérer les syndicats sur des axes communs ou d'entrevoir de nouvelles pistes revendicatives et syndicales pour les journalistes, ce qui nous oblige au mieux à résister et non à conquérir.

La Filpac-Cgt ne peut se contenter de déclarations d'intention. Elle ne peut surtout plus éluder les questions de fond là où les salariés nous attendent.

Notre syndicat Info'Com a pris la décision de limiter sa présence dans les instances de direction de la fédération, de ne plus y consacrer autant de force pour le résultat que l'on connaît.

En revanche, notre syndicat sera tou-

jours présent et disponible pour répondre à l'action revendicative de notre fédération.

L'union nationale au nom de la sécurité, allons-nous vers une régression sociale ? Il nous faut intégrer la politique dans nos discussions, l'accord transatlantique (Tafta) qui porterait atteinte aux démocraties en s'opposant aux politiques sociales qu'elles seraient tentées d'appliquer.

L'état d'urgence ne peut nous empêcher d'avoir un avis sur la Cop 21 et ne nous laissons pas succomber dans une confrontation xénophobe.

C'est dans les entreprises qu'il nous faut dénoncer les politiques menées qui conduisent à la dégradation des conditions de la classe ouvrière dont nous sommes.

Le besoin de développer l'envie de se battre s'est également manifesté, d'éveiller l'espoir et des perspectives qui donneront confiance dans l'avenir.

Le congrès aura pour tâche demain, d'intégrer dans sa résolution, les fruits de la discussion d'aujourd'hui. ●

INTERVENTION

Pour vous tous, le mot **solidaire** a un sens

Allocution de **Philippe Escuredo**, secrétaire général du **Comité du Livre du Secours populaire français**

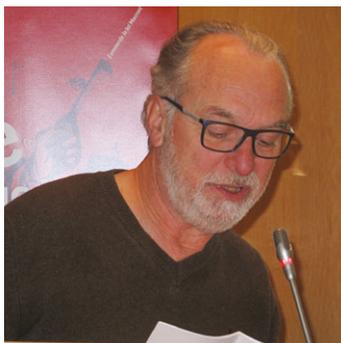
 SYNTHÈSE DE LA RÉDACTION

Bonjour à tous ! Depuis le congrès du 3 novembre, je suis devenu secrétaire général. Je vais donc m'atteler à poursuivre les actions menées par les équipes précédentes, depuis 1958.

Je sais que pour vous tous le mot « solidaire » a un sens.

Pour de trop nombreuses personnes, la vie n'est plus que solitude et précarité. Comment lui trouver un sens ?

En encourageant nos missions, vous devenez des acteurs solidaires et fraternels, soucieux d'améliorer leur quotidien. Vous nous aidez à briser leur isolement en soutenant nos actions, concrètes et quotidiennes. Grâce à vos dons, vous nous permettez de leur apporter, au-delà d'une aide matérielle, le bonheur et la chaleur d'une relation humaine qui leur permette de vivre dignement. Les enfants, les jeunes en subissent concrètement les conséquences : 3 millions d'enfants vivent sous le seuil de la pauvreté ; 140 000 enfants décrochent chaque année du système scolaire ; 1 jeune sur 5 ne



1 jeune sur 5 ne sait ni lire, ni écrire, ni compter correctement à 15 ans. 23,7 % des jeunes actifs âgés de 16 à 24 ans sont au chômage.

sait ni lire, ni écrire, ni compter correctement à 15 ans ; 23,7 % des jeunes actifs âgés de 16 à 24 ans sont au chômage et un quart des sans-domicile-fixe sont des jeunes entre 18 et 29 ans. Avec la participation de tous, on peut contribuer à réduire ces injustices.

La notion d'inégalités croissante est scandaleuse. La solidarité humaine, directe et chaleureuse même si elle ne règle pas tout, est indispensable et contribue à éveiller les consciences. Et vous tous, syndicalistes, jouez votre rôle de solidarité en érigeant ces valeurs fondamentales en principe.

Je terminerai en vous citant la devise du Secours populaire français : « Tout ce qui est humain est nôtre ! »

Merci à vous tous de continuer à soutenir le Comité du Livre, du Papier et de la

Communication. Bon congrès et bons débats. ●

L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL, UNE INSTITUTION MAL CONNUE EN FRANCE

 PAR BERNARD THIBAUT

Chers camarades, je veux, pour débiter mon propos, remercier tout d'abord la direction de votre fédération qui m'a sollicité pour partager avec vous quelques réflexions sur la situation sociale des travailleurs dans le monde et alimenter en conséquence les réflexions stratégiques qui doivent mobiliser le mouvement syndical.

Comme plusieurs d'entre vous le savent, c'est désormais en occupant un mandat de représentant des travailleurs au sein du conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (Oit) que je poursuis l'engagement qui nous réunit. Cette institution mondiale, agence de l'Onu, est mal connue en France et singulièrement dans nos rangs, j'en conviens. Raison de plus pour me satisfaire de l'opportunité qui m'est donnée aujourd'hui.

Je ne vais pas absorber le temps précieux de votre congrès pour vous décrire les conditions dans lesquelles, avec mes treize autres camarades issus des différents continents, nous nous débattons pour faire valoir le droit des travailleurs, quelles que soient leur origine, leur confession ou leur couleur de peau.

Ce qui se passe à l'Oit est révélateur des lignes d'affrontements à la fois idéologiques mais aussi pratiques, générées par une économie capitaliste de plus en plus globalisée. L'Oit est la seule agence des Nations unies où sont réunis les représentants de 186 gouvernements, les employeurs, les représentants des travailleurs. Elle est un excellent lieu d'observation des tendances à l'œuvre, des contradictions d'intérêts en présence et des visions qui s'y expriment sur le monde de demain.

La situation des travailleurs dans le monde se dégrade. C'est peut-être une évidence pour nous tous, encore faut-il avoir une

claire conscience de ce qu'induit cette réalité. Les chiffres sont parfois rébarbatifs, mais souvent ils valent plus que de longs discours.

Je vous en suggère quelques-uns :

- Si le nombre de travailleurs en situation d'extrême pauvreté a considérablement baissé au cours des dernières décennies, il demeure environ **319 millions de travailleurs vivant avec moins de 1,5 dollar par jour**. Si la majorité d'entre eux vit dans les pays en développement, le niveau de pauvreté est également préoccupant dans de nombreux pays industrialisés. Les inégalités se sont creusées dans de nombreux pays au cours des quarante dernières années. La qualité de la protection sociale est liée au niveau de pauvreté. **73 % de la population mondiale ne bénéficie pas d'une protection sociale adaptée.**

- Ainsi, **40 % de la population n'est pas affiliée à un système couvrant les soins de santé**. Seulement **12 % des chômeurs** perçoivent une indemnisation. **28 % des femmes peuvent recevoir des allocations maternité**. **1 retraité sur 2 ne perçoit aucune pension ;**

- L'emploi est un facteur déterminant pour les droits sociaux. La planète recense **plus de 200 millions de chômeurs**, soit près de **30 millions de plus** qu'avant la crise financière de 2008. Le taux de chômage des jeunes est souvent deux fois plus important que la moyenne. Même en progression, le taux d'emploi des femmes reste de **26 % inférieur à celui des hommes**. L'écart de rémunérations entre hommes et femmes est supérieur à 20 % en défaveur d'une population féminine surexposée dans le même temps aux emplois atypiques ;

- L'évolution démographique se traduit par l'arrivée de **40 millions de personnes sur le « marché du travail »**, ce qui suggère que l'économie mondiale devrait être en mesure de créer **plus de 600 millions d'emplois d'ici à 2030**. La population



21 millions de personnes sont victimes du travail forcé, dont 5,5 millions d'enfants. Les profits illégaux générés par le travail forcé et l'esclavage « moderne » s'élèvent au moins à 150 milliards de dollars.

Bernard Thibault



mondiale âgée de plus de 65 ans passera de **8 % à 14 % en 2040 ;**

- Au plan mondial, la moitié de la population active travaille dans le secteur informel, c'est-à-dire sans contrat de travail. Le travail informel progresse dans les pays développés, la France n'échappe pas à cette tendance ;

- Il y a **2,3 millions de travailleurs qui décèdent chaque année d'un accident** ou d'une maladie liée au travail ;

- Si le travail des enfants a reculé de près d'un quart depuis les années 2000, on compte encore au moins **168 millions d'enfants qui sont astreints au travail** dont 85 millions dans les travaux dangereux ;

- **21 millions de personnes sont victimes du travail forcé, dont 5,5 millions d'enfants**. Les profits illégaux générés par le travail forcé et l'esclavage « moderne » s'élèvent au moins à **150 milliards de dollars ;**

- La moitié de la population mondiale vit dans des pays qui n'ont pas ratifié les conventions 87 et 98, c'est-à-dire les textes internationaux qui protègent la liberté syndicale, le droit de grève, le droit à la négociation collective.

Cette photographie intercontinentale est



bien sombre. Elle comporte des contrastes comme en Europe. Ce n'est pas un hasard si nous sommes à la fois sur le continent berceau du syndicalisme mondial et lieu non pas de modèle mais de référence pour tous les défenseurs des droits sociaux. Sans prétention excessive, nous pouvons considérer que la partie de bras de fer qui se joue en Europe sur la consistance des droits des travailleurs et les politiques d'austérité suicidaires est destinée aussi à donner le « la » à une échelle plus globale. Nous entendons cette musique qui laisse entendre que, pour être plus juste, la mondialisation se devrait d'emprunter le chemin de « l'harmonisation par le milieu » : les pays les moins dotés doivent s'engager pour plus de régulation du travail tandis que les pays en pointe devraient assouplir les leurs pour gagner en compétitivité. C'est dans cet ensemble qu'il faut resituer le paquet de réformes du Code du travail, de la protection sociale dont les retraites, le système d'indemnisation du chômage et bien d'autres encore. C'est une compétition par le moins-disant social. C'est sur les mêmes bases que les plans dits « de redressement » de plusieurs pays européens ont autorisé là une mise entre parenthèses du Code du travail ou des conventions collectives, ailleurs la diminution des pensions pourtant acquises par les cotisations. Portugal, Espagne, Irlande, Grèce, Roumanie, Italie, Hongrie, la liste des pays européens concernés est déjà trop longue.

Cette logique est bien sûr mortifère, déjà pour les travailleurs eux-mêmes, ensuite pour les économies nationales qui ne peuvent se développer sur des terres en jachères sociales. Enfin, cette logique est aussi mortifère par ce qu'elle imprime plus largement dans la société. En laissant apparaître l'autre travailleur comme un dangereux concurrent qui, s'il ne vient pas

directement chez nous, devient le facteur explicatif avancé par les gouvernements pour s'en prendre aux droits et aux garanties sociales.

Le patronat a sa cohérence. A Genève, siège de l'Oit, il se réfugie derrière la souveraineté nationale des États pour résister à l'extension des droits les plus élémentaires pour les travailleurs. Dans des pays, dont le nôtre, c'est la promotion de la négociation décentralisée au point d'ailleurs que d'aucuns imaginent l'avenir reposant sur des contrats individuels, de gré à gré, comme il y a plus d'un siècle, avant que les luttes syndicales ne produisent leur effet.

La mission historique de l'Oit est contenue dans sa constitution. Juste après la Première Guerre mondiale, en 1919, les pays réunis considéraient qu'« une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale ».

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les nations conviennent : « La pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous. » Or, il n'y a qu'à observer les cartes du monde, celle de la pauvreté, celle de la précarité, celle de l'absence de libertés syndicales, et nous verrons autant de zones de tensions, de conflits, autant de terrains favorables aux manipulations les plus criminelles. La guerre mondiale actuelle est d'abord une guerre sociale. Dans cet environnement austère et hostile, ici comme ailleurs, nous avons besoin de toutes nos forces et de notre unité. C'est ce que nous nous employons à cultiver au sein d'une délégation mondiale dont vous imaginez bien qu'elle est animée d'histoires syndicales et de références politiques très diverses.

Il n'y a aucune fatalité à ce qui se passe et ce n'est pas à vous qu'il convient d'enseigner la part de lutte idéologique qui enveloppe la pensée dominante. Bien sûr

qu'il y a de quoi changer la tendance. Il est possible de rendre les multinationales responsables des conditions sociales des salariés qui opèrent directement ou indirectement à leur service sur les divers continents. Il est possible d'imposer le respect des droits sociaux comme un impératif dans les accords internationaux, qu'ils émanent des États ou des groupes industriels et commerciaux. Il est possible de mettre en conformité l'ensemble des pays européens avec les normes internationales du travail. Tout est affaire de volonté politique.

Il nous arrive de marquer des points ! Je voudrais ainsi conclure mon propos en vous relatant brièvement le cas du Qatar.

Beaucoup ont entendu parler des conditions d'exploitation extrême dans ce pays. 1,8 million de travailleurs issus de 130 nationalités différentes pour une population totale estimée de l'ordre de 2,3 millions d'habitants. Ils travaillent et sont hébergés dans des conditions moyenâgeuses, sans équipement de sécurité sur les chantiers, dont ceux pour la Coupe du monde de football en 2022. Ils voient leur passeport confisqué dès leur arrivée par leur employeur, qui les prive ainsi de toute liberté. Lorsqu'ils sont payés, souvent avec retard, leur paie est non pas fonction du travail effectué mais dépend de leur nationalité.

Le syndicalisme y est interdit. C'est une forme d'« esclavage moderne » qui motivait un dépôt de plainte de notre part. Pendant de longs mois, nous ne sommes pas parvenus à obtenir une majorité sur le sujet. Enfin, en novembre, la délégation des travailleurs a exigé un vote du Conseil (cela ne s'était pas produit depuis près de quinze ans dans cette assemblée qui décide le plus souvent par consensus), nous étions prêts à perdre ce vote au nom de la défense des principes fondamentaux. Nous l'avons gagné par 35 voix contre 13 et 7 abstentions.

Une mission officielle de l'Oit va se rendre sur place avant qu'une procédure d'enquête soit probablement ouverte. Malgré les pressions, ses alliances financières et diplomatiques, le Qatar ne pourra plus faire comme avant. Le quotidien des ouvriers ne va pas changer immédiatement, mais cet épisode nous enseigne qu'il est possible de s'attaquer aux zones de non-droit.

Voilà, chers camarades, les quelques points que je pensais utile de partager avec vous.

En vous remerciant de votre attention, je vous souhaite un très bon congrès.

Vive la Filpac Cgt, vive la Cgt ! ●

Trio européen à la tribune de la Filpac

 SYNTHÈSE DE LA RÉDACTION

DANIEL PELLET-ROBERT
 Coordinateur des fédérations Cgt
 d'industriaALL,

aborde la politique européenne soumise au capital qui s'est organisé pour mettre en concurrence les travailleurs sur un plan mondial. L'enjeu du syndicalisme est de s'organiser sur la planète afin d'exiger un autre modèle économique et social et les luttes qui s'organisent en Asie, en Amérique du Sud, Afrique du sud, etc., mettent en évidence le refus de l'asservissement des peuples que voudrait imposer le grand capital.

L'Europe elle aussi se mobilise, grève générale en Grèce, grèves en Finlande, au Royaume-Uni, contre les politiques d'austérité. Pas un modèle social n'échappe aux attaques du capital. La crise, les dettes et autres artifices constituent les alibis pour imposer les politiques néo libérales qui se mettent en place alors que d'autres pays comme le Japon avec une dette équivalant à 200% du PIB ou les USA, avec quasi 100%, n'imposent la même politique économique et sociale.

Conscient de la nécessité d'unir les bonnes volontés syndicales, l'année 2012 vit la naissance d'Industrial European Trade Union, fruit de la fusion de trois organisations européennes avec des cultures et des pratiques syndicales différentes (Filpac, Ftm, Fnte, Fnme, Thc et Verre-Céramique. fnic). Leur but : proposer un autre modèle social et économique et terrasser l'idée que l'austérité jugée nécessaire par les pays du Nord, n'étant pas dans la zone euro, que le sud de l'Europe n'est qu'un vaste marché.

NICO CUÉ
 Secrétaire général de la fédération des
 Métallurgistes Wallonie-Bruxelles,
 animateur du groupe d'Annecy,

met l'accent sur le caractère des luttes qui ne sont que défensives et qui se traduisent par des défaites, car accepter de s'asseoir à la table des négociations avec le patronat revient à s'installer sous la table pour ne récupérer que les miettes qu'il veut bien nous concéder. Marché de dupes qui affaiblit le mouvement syndical.

Nécessité, dit-il, d'aller sans arrêt du global au local et du local au global, pour que s'imprègne dans les esprits, que le syndicalisme est la solution car d'autres alternatives existent.



Il sera impossible à la Grèce de rembourser une dette qui, par ailleurs, n'est pas toujours légitime.

D'autres secteurs d'activités entrent en lutte, agriculteurs, artistes, avocats, intellectuels qui sont aujourd'hui séparés et qu'il faut rassembler, mettre les uns à côté des autres.

Parce que, dit-il, il y a d'autres solutions à l'austérité, parce qu'il y a des richesses pour tous, parce que le bonheur commun est un droit et qu'il n'y aura pas de bonheurs individuels.

Nous devons aller le clamer partout, nous actrices et acteurs des temps présents. Unissons nos énergies pour tracer les lignes de force d'une nouvelle société plus juste, mettons en commun nos réflexions et menons ensemble des actions jusqu'au renversement du modèle économique et social actuel.

CONSTANT KOUMBOUMIS
 Délégué FGTB Métallurgistes Wallonie-Bruxelles,

nous fait le point sur la situation de la Grèce, avec un tissu social attaqué de toute part, un système de santé quasi détruit, un chômage qui touche 27% de la population, 50% de jeunes et plus encore chez les femmes. Réduction des pensions de retraite de plus de 40% et des salaires également de 40%, quand ils sont payés.

L'Europe n'accepte pas que la Grèce se soit dotée, après quatre victoires électorales, d'un gouvernement de gauche et elle développe une agressivité sans précédent envers ce gouvernement et le peuple grec.

Il sera impossible à la Grèce de rembourser une dette qui par ailleurs n'est pas toujours légitime et l'évolution politique au Portugal et aussi en Espagne fait que sur le sujet ne se prend aucune décision.

Situation et combat syndical

Dès le début de la crise, une mobilisation sans précédent, plus de 40 grèves générales, mais six années de combats, d'austérité ont fortement réduit le rapport de force. Les gouvernements successifs de droite et de social-démocratie, animés par une Europe de droite, disons plutôt d'extrême droite, ont travaillé à l'érosion des droits des travailleurs et de leurs conditions de travail. Il n'y a plus de conventions collectives.

Ne nous y trompons pas, la Grèce est un laboratoire et ce qu'elle subit se reproduira ailleurs si nous ne modifions pas notre rapport de forces syndicales en Europe, mais aussi dans le monde.

La situation de réfugiés qui, par milliers, fuient les guerres et leurs dangers et qui débarquent en Grèce, laquelle ne génère aucune réaction xénophobe dans la population qui fait la démonstration de tout le sens qu'elle donne au mot humanisme.

Le peuple grec ne baisse pas les bras, ne tombe pas dans le piège de l'extrême droite, il garde toujours l'espoir, mais il souffre de cette politique imposée par une Europe qui est inflexible concernant le remboursement de la dette grecque mais autorise d'autres pays à dépasser leur déficit budgétaire.

Espoir, Justice et Liberté doivent rester les trois mots, les trois actions qui donneront à nos peuples une vie meilleure. C'est notre but commun. Nous devons résister. Le chemin se fait en marchant. ●

MARDI 24 NOVEMBRE

QUESTION DE BILAN

PAR PASCAL LEFEBVRE

Chers camarades, le débat qui s'ouvre a pour but de faire le bilan sur l'action de la direction fédérale, le Comité exécutif national, et sur l'activité menée par les syndicats qui composent notre fédération. Avons-nous réussi à mettre en œuvre, tout ou partie, des orientations adoptées lors de notre précédent congrès ? Quels obstacles avons-nous rencontrés ? A quelles insuffisances nous faut-il remédier ? Quelles appréciations portons-nous sur le syndicalisme que nous avons incarné durant ce mandat, dans ce contexte politique, économique et social ? Voilà quelques points qu'il nous faut traiter collectivement pour que la future direction fédérale, que vous élirez à la fin de notre 8^e congrès, puisse en tirer tous les enseignements et ainsi être en capacité de mieux répondre aux attentes.

Le « parti pris de l'avenir » n'est pas que le slogan de notre précédent congrès, c'est un choix syndical global et ambitieux. Quatre années après, nous continuons de subir des politiques impensables de régression sociale, de chômage. Ayrault puis Valls, Macron, Rebsamen, et l'ensemble de la clique gouvernementale poursuivent, en les amplifiant, les mêmes politiques de destruction de notre modèle social solidaire. Dès le départ, le combat pour la sauvegarde de *Paris Normandie* aura été des plus éclairant sur la politique menée. Quand tant d'autres organisations syndicales ont renoncé au syndicalisme de justice sociale pour devenir des accompagnateurs institutionnels des politiques d'austérité, nous nous sommes opposés à ce que notre Cgt se transforme en ce type de syndicalisme de réformateur libéral. Dans les conflits que nous avons eu à mener contre les fermetures de nos entreprises, les suppressions de nos emplois, les réductions de nos droits et acquis sociaux, systématiquement, nous avons tenté d'élargir les luttes au-delà des murs de l'entreprise, pour faire grandir le rapport de forces.

Lorsque, ensemble, nous avons su faire vivre la solidarité dans l'action, nous nous sommes créés les conditions de victoires potentielles contre les projets patronaux, comme à Alizay, contre la fermeture et pour la reprise de la papeterie de M-Real ; à Rouen, pour le maintien du journal *Paris Normandie* condamné par Hersant ; à l'*Union de Reims*, pour la sauvegarde de plus de 400 emplois ; à la Chapelle-Darblay, en faisant face au projet patronal de destruction de 196 emplois ; à UPM Raflatac, contre la répression syndicale et le licenciement de notre camarade Daniel, que nous avons empêché. Voilà ce qu'il nous faut amplifier urgemment

pour sauver les emplois de nos camarades de Wizernes et de toutes celles et ceux qui verront leurs droits, leur emploi menacés à l'avenir. La brutalité patronale, la violence des décisions gouvernementales, le chômage de masse, la précarité des situations de vie et de travail conduisent nombre d'entre nous à un repli dans l'entreprise. Notre congrès doit permettre de répondre à cette difficulté afin de surmonter ce handicap majeur de notre combat social. David l'a indiqué hier, entre 2013 et 2014, le nombre de syndiqués à la Filpac Cgt reste stable. Comme il le dit justement, cela peut être un signe d'inversion de courbe, ce que nous espérons, mais peut-être aussi un « effet congrès ». Travaillons ensemble à confirmer la première hypothèse. Et en dépit de la casse importante de l'emploi dans la filière du papier et du carton, le nombre de syndiqués est quasi

constant grâce aux efforts permanents du collectif fédéral du secteur afin de créer de nouvelles bases et travailler la syndicalisation de toutes les catégories de salariés. D'ailleurs, de plus en plus de femmes, de jeunes nous rejoignent. N'hésitons pas à parier sur cette jeunesse et confions-leur les clefs de nos organisations !

Le nombre de nos implantations syndicales augmente, nous nous renforçons dans le secteur de la communication, de la publicité, de

la distribution directe, du portage de presse ; nous nous redéployons dans les industries graphiques avec de nouvelles bases, y compris dans les TPE ; nous nous développons dans les secteurs éditoriaux de la presse spécialisée et magazine, de l'édition et aussi de la librairie indépendante. Relever le défi de la syndicalisation nécessite de revoir nos modes d'organisation sur le territoire et dans nos champs professionnels pour faire face à la fragmentation d'un salariat qui se situe de plus en plus dans les Tpe et les Pme, et de moins en moins dans de grosses structures. Cela nécessite une aide et une présence de la direction fédérale plus soutenue.

Il s'agit aussi d'avoir des liens plus importants avec les structures territoriales de la Cgt pour mettre en place des initiatives locales de renforcement.

Enfin, je terminerai par la dimension internationale de notre activité syndicale. Conformément aux décisions de notre 7^e Congrès, nous avons voulu donner une nouvelle impulsion à notre implication internationale. Nous voulons rompre avec un syndicalisme international institutionnel, relayé au rôle de simple lobby social. Nous avons dû, durant ce mandat, avoir des explications parfois tendues avec nos camarades des structures européennes et internationales. ●



Lorsque, ensemble, nous avons su faire vivre la solidarité dans l'action, nous nous sommes créés les conditions de victoires potentielles contre les projets patronaux (...)

Pascal Lefebvre



PROFESSIONNELS
DES MÉTIERS DE
SERVICES,
VOUS PASSEZ TOUT
VOTRE TEMPS
À PRENDRE SOIN
DES AUTRES.



ET VOUS ?
QUI PREND SOIN
DE VOUS ?

Complémentaire Santé – Prévoyance – Retraite

C'est parce que nous connaissons si bien les métiers de la santé, du conseil, de la restauration, de l'hôtellerie, du transport, et des commerces de proximité que nous sommes en mesure de vous apporter les solutions les plus adaptées à vos besoins. KLESIA, au service des entreprises de service depuis plus de 65 ans.

KLESIA
PROTECTION ET INNOVATION SOCIALES

MARDI 24 NOVEMBRE

DÉBAT SUR LE RAPPORT D'ACTIVITÉ

SYNTHÈSE DE LA RÉDACTION

Hubert Strauel (syndicat du Livre Mulhouse)

pointe une urgence à procéder à des rectifications de l'activité fédérale. La démocratie syndicale n'est pas respectée car rien n'a été retenu du débat préparatoire au congrès dans sa région. La communication fédérale prend une posture critique systématique à l'égard de Valls, Macron, du gouvernement et de la Cfdt. Ce qui n'empêche pas la Cfdt de progresser. Si les analyses sont pertinentes, font défaut les propositions alternatives notamment concernant les branches, ce qui est une première. Dès lors, faut-il penser que notre fédération est en crise ? Son syndicat portera un avis négatif sur le document d'orientation. Bien des éléments polluent nos relations avec la Fédération, concernant Michel Lucas, qui procède au lock-out de l'imprimerie de l'Alsace, qui sort du SPQR sans que la Fédération n'en dise rien. Nouvelle pomme de discorde, la candidature de Nadia Slimani.

Jean-François Gabala (syndicat Upm Chapelle-Darblay)

revient sur la lutte menée contre l'arrêt de la machine 3 et contre les suppressions de postes qui en ont résulté. Dans une entreprise où les salariés sont syndiqués à plus de 50 % à la Cgt, il a été décidé : « notre orientation, c'est la lutte ». L'équipe syndicale a mené un combat qui a pris toutes les formes possibles, grèves, manifestations locales et régionales, nationales, visites aux pouvoirs publics, adresse aux élus des mairies et de la région, etc. Les médias régionaux en ont rendu compte. Si notre combat se solde par des destructions d'emplois, nous estimons que la combativité, la disponibilité à l'action, se sont renforcées, les élections professionnelles qui viennent de se tenir (près de 98 % pour la Cgt) en font foi. La solidarité, bien qu'insuffisante, a quand même été inscrite au compte de notre action, dont nous sommes fiers.

Bruno Suaire (DS du syndicat Som Cgt)

répond à Hubert. Dans le cadre de la mobilisation contre le projet Hersant metant en péril l'existence de *Paris Normandie*, l'action a été fédérée, les syndicats ont été sollicités pour participer à une action commune qui a culminé, certes de manière inégale, le 5 juillet 2012. Si le titre a été sauvé, les syndicats ont eu tendance après ce conflit à se refermer sur eux-mêmes. Il convient de considérer la situation de la Pqr dans son ensemble.

Mais il existe en ce moment la reconstitution d'un espace de réflexion. Que le Crédit mutuel se retire, les délégués de la Pqr ont réagi, au niveau de la nouvelle délégation en particulier.

Nous sommes peu éloignés d'obtenir cette négociation avec le syndicat patronal.

Philippe Chardon (Info'Com Cgt Derichebourg)

évoque son expérience en cours des contrats de travail et de leurs modifications, dans le nouveau groupe. Avec son syndicat, des journées d'études débouchent sur des plates-formes revendicatives. Voilà qui indique des initiatives et qui appelle des communications à venir sur le sujet.

Nicolas Faucher

fait part de sa lutte à *International Paper Sallat*. Une grève a tenu cinq jours dans un atelier qui avait sollicité l'aide et l'intervention de son syndicat. La question au centre des revendications était orientée sur les conditions de vie, avec comme cause les rotations imposées par la direction. Si le mouvement a eu lieu en mai, il fut préparé en fait dès septembre, ce qui a permis l'adhésion de la majorité des opérateurs.

Huit mois de préparation collective ont pu contrer le groupe de travail mis en place par la direction. 98 %, soit 100 salariés, ont fait grève, tout le monde sauf les délégués

Cfdt. Le mouvement a démarré à 4 heures du matin, le directeur n'est venu qu'à 9 h 30 avec l'intention de passer par-dessus la Cgt. Mais le soutien du personnel ne s'est pas démenti. Cinq jours de présence 24 heures sur 24, la solidarité a tenu bon, la victoire a été totale et s'est soldée également par l'embauche d'intérimaires.

Gérard Letréguilly (Sip Filpac Cgt)

présente la Fédération comme la résultante d'activités collectives, qui doivent être évaluées de cette façon, que le bilan soit négatif ou positif. Il convient donc d'analyser les causes profondes de la difficulté de mobiliser. Dans la presse, il a été asséné que « *le papier c'est fini, le numérique arrive* », la baisse de la charge de travail s'ensuit. Les Pse se sont multipliés dans nos entreprises, ce qui s'est traduit par un affaiblissement de nos équipes syndicales.

D'autant qu'elles constatent que toutes les offensives, tant du patronat que du gouvernement, passent sans trop de réaction. La solidarité ne peut que se construire autour d'un projet commun. C'est bien ce que nous avons fait avec notre projet sur les imprimeries, qui nous a permis, dans l'unité, de déboucher sur une négociation réelle.





Si notre combat se solde par des destructions d'emplois, nous estimons que la combativité, la disponibilité à l'action se sont renforcées, les élections professionnelles qui viennent de se tenir (près de 98 % pour la Cgt) en font foi.

Jean-François Gabala (Syndicat Upm Chapelle-Darblay)



>>> L'accord obtenu l'a été par ce projet commun. Il faut donc organiser nos filières en intégrant cette expérience.

David Jourdan (Info'Com Etai)

expose la lutte qui vient de se mener dans l'entreprise InfoDigital, conduite par plus de la moitié des journalistes, qui revendiquaient le rétablissement du fil Afp supprimé par la direction. La grève majoritaire a été dénoncée le 2^e jour par la Cfdt. Au matin du 3^e jour, la direction cède sur le fil Afp, et paie 1,5 jour de grève.

David en conclut que heureusement la Cgt était là, que l'action de ce fait va être mieux comprise.

Cyril Fournet (Syndicat Gascogne Dax)

montre une action qui n'était pas là où on l'attendait, dans le cadre de la difficulté de trouver des solutions. Même si c'est impossible, avons-nous décrété, tentons-le quand même. Bien sûr nous avons rencontré de graves difficultés à mobiliser les salariés.

Nous avons bâti notre crédibilité en plusieurs années sur cette solution de trouver un investisseur qui apporte 100 millions dans l'entreprise. Si bien que nous espérons qu'au 1^{er} janvier 2017, un résultat qui ne soit pas négatif ouvre enfin la voie de l'avenir. Cyril appelle de ses vœux une révision de la communication car *Impac* n'est plus lu.

Franck Sailliot (ArjoWiggins Wizernes)

développe son expérience en cours d'un syndicalisme de terrain qui mène l'action depuis que le gouvernement, la Bpi et la direction du groupe Arjo ont lancé leur plan de destruction des usines de production. Le travail syndical se fait avec les salariés, les élus, et notre lutte a été médiatisée. La Fédération ne lutte pas à la place des syndicats, elle coordonne les actions. Chaque semaine, depuis avril 2014, des actions ont été réalisées, même Hollande a cru bon de recevoir lors de son déplacement les représentants Cgt de la lutte. L'État joue le pourrissement, alors que nous occupons l'usine depuis le 13 juin 2015. La solidarité rompt avec le sentiment d'impuissance, mais est-ce qu'au niveau confédéral on met en valeur nos luttes ? Alizay était une lutte réussie, la nôtre est en cours, alors il faut parler de ceux qui luttent. Sambre et Meuse, Arc International, La Redoute, autant de luttes qui n'ont pas eu la publicité confédérale nécessaire ni la convergence organisée dont elles avaient besoin.

André Solureau (Gascogne Mimizan)

estime que la lutte menée localement n'a pas son correspondant au niveau du groupe. Lui constate qu'à chaque fois et la Fédération et la région Aquitaine ont répondu présent aux sollicitations des luttes et des mobilisations. Nous ne nous adressons pas à ces instances avec la concep-

tion qu'elles auraient la solution infuse. Les patrons, eux, disposent de DRH, les moyens sont inégaux. Mais c'est bien à nous de mener la lutte.

François Vida (Info'Com L'Équipe)

évoque les rassemblements solidaires organisés pour Chapelle-Darblay, ArjoWiggins, *Paris Normandie*... Il regrette que la remise en cause de la convention collective de la presse parisienne n'ait pas fait l'objet de tels rassemblements. De même quand une forte mobilisation interne a été menée sur la question du changement de convention collective des employés et cadres, elle n'a reçu ni le soutien ni le renfort solidaire souhaités. Il note une déception chez les salariés après ce mouvement de grève.

Catherine Thaïe (Adrexo Spir)

rappelle qu'elle a été licenciée le 18 juin mais réintégrée le 18 août. Les restructurations en cours chez Adrexo concernent des milliers d'emplois, pourtant le délégué central Cgt n'a pas suivi l'orientation de la Filpac et a signé le Pse.

Ce qui est d'autant dommageable, car la Cgt progresse – plus de 100 syndiqués – et 8 syndicats ont été créés. La Fédération est bien présente, aide et coordonne. Elle indique que les syndicats Fo et Cfdt bloquent la tenue d'élections professionnelles, auxquelles la Cgt aspire.

Christian Pierrat (l'Est républicain)

dénonce une erreur commise sur le site Filpac pendant le mois d'août. Une information non sourcée concernant son titre a semé la panique car elle a été attribuée à la Cgt. Ça lui confirme que la communication de la Filpac doit plus s'inspirer du terrain, d'autant que les salariés tournent le dos à la mobilisation et au mouvement de grève, surtout après *Paris Normandie*.



Marianne Ravaud
(L'Harmattan)

dans une entreprise de moins de 50 salariés, présente la solution trouvée pour communiquer et obtenir des renseignements précieux sur la lutte des autres, en l'occurrence l'ouverture d'une page Facebook dédiée à l'information. Nous sommes présentés comme les ennemis publics n°1 par la direction, mais nous recevons l'aide précieuse de notre syndicat Info'Com Cgt.

Les camarades de la papeterie de la Banque de France

remercient l'invitation à assister au congrès de leur nouvelle fédération, la Filpac. La Banque de France a investi 75 millions, ce qui lui était demandé par la Cgt depuis de nombreuses années.

Mais au lieu d'en faire bénéficier la papeterie, la direction veut faire payer au personnel cet investissement. Un projet de nouveau statut est arrivé, avec une dévalorisation de 25 % des salaires, la soustraction de 12 jours de congés, la fin du traitement social des personnels de la Banque de France. Mais la direction a réussi à diviser le personnel. Il y aura bien mobilisation, mais peut-être qu'elle arrivera trop tard.

Le délégué syndical d'Oberthur

explique qu'il participe à son premier congrès, qu'il aspire à nouer les contacts syndicaux nécessaires pour soutenir les revendications.

Fabrice Roy
(Ds de PagesJaunes)

revient sur l'aspect politique de la communication syndicale. Lui approuve la différence avec les autres syndicats Cfdt, Cgc, Cftc et s'associe à la politique défendue. Les employeurs, eux, font de la politique, et comment ! Il se situe dans la position d'un syndicat de classe et note avec plaisir son accord avec le projet d'orientation.

Oui, nous avons besoin de radicalisation, affirme-t-il.

Xavier Wattiez
(syndicat du Livre de Lille)

pour illustrer les difficultés évoque la lutte menée à Stora Enso. Là, comme à Wizernes, la direction avec le gouvernement ont joué le pourrissement de la situation. Les actions ont été nombreuses, elles ont culminé avec de grandes mobilisations locales. Une journée d'action a même été organisée qui a bloqué l'autoroute. Mais Montebourg et les pouvoirs publics ont joué la montre, en mentant sur la possibilité d'un repreneur.

Du coup, les salariés se sont tournés vers une revendication bien connue, la prime à la valise. Dans un bassin d'emplois sinistré, la déception a été grande. Ce qui a manqué, c'est la convergence des luttes, c'est le soutien de structures telles que l'Ud du Nord. On veut avoir de beaux projets comme nous en avons à Marsequel avec le projet Chanvre, si la convergence des luttes n'est pas organisée, alors l'obstacle devient infranchissable.

Jean-François Ropert
(SGL-CE)

affirme que la mobilisation ne se décrète pas mais se construit. La communication de la Filpac Cgt n'est pas politique, elle est propagandiste. Je prends pour exemple le rapport Mettling et son traitement qui est caricatural. Il faut prendre en compte l'existant, de nombreux salariés sont auto-entrepreneurs aujourd'hui dans les rédac-

tions, nous devons en tenir compte. La mobilisation ne peut se construire que sur une information claire.

Marc Peyrade précise que la question du compte personnel d'activité et de l'auto-entrepreneuriat est d'importance. Elle doit être traitée au congrès. Il y a des différences d'appréciations que l'on peut démontrer sur le rapport Mettling. Pour nous, son contenu a pour objectif une destruction totale du droit du travail. Nous devons regarder la réalité en face et en discuter. D'ailleurs, nous allons rediscuter de cette question de fonds rapidement pour définir une véritable stratégie syndicale.

Didier Lourdez
(SGL-CE)

évoque le dossier de l'Agence France Presse. Cet été, la direction de l'Afp a dénoncé tous les accords d'entreprise et le rattachement des salariés aux conventions collectives de la Presse quotidienne nationale.

En parfaite osmose avec le gouvernement qui, lui, appelait à simplifier le Code du travail et à inverser la hiérarchie des normes. Dans le langage patronal, « simplifier » veut dire casser, détruire le code du travail afin de supprimer les droits des salariés pour renforcer ceux du patronat. En s'attaquant au code du travail, l'entreprise entend bien avoir la liberté d'imposer aux salariés les règles qu'elle aura elle-même dictées. Et alors ce dernier n'aura pas d'autre choix que de les accepter... sauf à se faire virer ou à démissionner. >>>p18

“

L'État joue le pourrissement, alors que nous occupons l'usine depuis le 13 juin 2015. La solidarité rompt avec le sentiment d'impuissance, mais est-ce qu'au niveau confédéral on met en valeur nos luttes ? Franck Sailliot (ArjoWiggins Wizernes)

”

Filpac Cgt... A & R CARTON CDF / ABZAC LE CROUZET / ACTES SUD
ALLARD EMBALLAGES / ALLIORA / AMCOR / ANTALIS / ARJO WIGGI
/ CARTONNAGES DU BEAUJOLAIS / BL FACONNABLES MOUVAU
BRODARD ET TAUPIN LA FLECHE / BUSSIERE / CAMARIS / CANSO
GIRARD ET C^E / CARTONNERIE DE GONDARDENNES / CASCADES
ROBERT SCHISLER / CENTRE 7 / CENTRE DE TRAITEMENT DES RE
DE CHAMPAGNE / CHAPELLE DARBLAY / CIDEI / CIMP AMAURY-
CARTONNERIE DU JURA / COGEPRINT / PAPETERIES DE CONDA
PAGES JAUNES / CORENSO / CORLET ROTO / CPI FRANCE NOISY
/ DEBREZ COMINES / DECAUX LILLE / DECAUX NICE / DECAUX R
DIFFUSION PLUS / DINEXIS / DITRIMAG / DOUBLE A / DREXCO IND
CGT / EMIN LEYDIER / ENTREPRISE KOLMI OPEN / ERIS TECHNIQU
FASSON / FIBRE EXCELLENCE SAINT GAUDENS / FIRMIN DIDOT / FL
GASCOGNE / GHEYSSENS P. ET FILS TOURCOING / GOOSSENS BEAUV
SA / HACHETTE DISTRIBUTION / HARMONIA MUNDI ARLES / HEL
PHOTOGRAVURE / IMAYE GRAPHICS / IMPRIMERIE MASSON / I
PAPETERIE CHARENTAISE / INTERFAS / INTERNATIONAL PAPER / I
KIMBERLY / KOBAS / KOBA SECTION / LA CHARENTE
LA PARIS / LACAUX FRERE PAPETERIES CART
CARTON / LONITEUR EX / LECAS SIFAC / LEFRANCO PACK
DE PRO / LTR INDU / LUCAS DURANTON / LYDALL
MODER / MONTAGNE / MONTAGNE / MONTAGNE / MONTAGNE
MEDIAPU / MONTAGNE / MONTAGNE / MONTAGNE / MONTAGNE
MUNKSJO / MUNKSJO / MUNKSJO / MUNKSJO / MUNKSJO
/ NOR / NOR / NOR / NOR / NOR
COMMUN / COMMUN / COMMUN / COMMUN / COMMUN
MANDEUR / MANDEUR / MANDEUR / MANDEUR / MANDEUR
DE LANC / DE LANC / DE LANC / DE LANC / DE LANC
PRESSE ET / PRESSE ET / PRESSE ET / PRESSE ET / PRESSE ET
DU LIVRE / DU LIVRE / DU LIVRE / DU LIVRE / DU LIVRE
33 / SAICA PACK 87 / SAICA PACK 87 / SAICA PACK 87 / SAICA PACK 87
SCA SODIPAN GEORGIA PACIFIC / SODIPAN GEORGIA PACIFIC / SODIPAN GEORGIA PACIFIC / SODIPAN GEORGIA PACIFIC / SODIPAN GEORGIA PACIFIC
RETRAITES SYNDICAT ANGERS / RETRAITES SYNDICAT ANGERS / RETRAITES SYNDICAT ANGERS / RETRAITES SYNDICAT ANGERS / RETRAITES SYNDICAT ANGERS
SEYFERT FOREZ / SEYFERT FOREZ / SEYFERT FOREZ / SEYFERT FOREZ / SEYFERT FOREZ
/ SYNDICAT LOCAL DES CORRECTEURS
LC / SYNDICAT LOCAL DU TELEGRAMME DE MORLAIX
ANGOULEME / SYNDICAT LOCAL AUXERRE
SYNDICAT LOCAL CLERMONT-FERRAND / SYNDICAT LOCAL CLERMONT-FERRAND / SYNDICAT LOCAL CLERMONT-FERRAND / SYNDICAT LOCAL CLERMONT-FERRAND / SYNDICAT LOCAL CLERMONT-FERRAND
SYNDICAT LOCAL GRENOBLE / SYNDICAT LOCAL GRENOBLE / SYNDICAT LOCAL GRENOBLE / SYNDICAT LOCAL GRENOBLE / SYNDICAT LOCAL GRENOBLE
/ SYNDICAT LOCAL LYON
NANTES / SYNDICAT LOCAL ORNE
ROUEN-LE HAVRE / SYNDICAT LOCAL SAINT-ETIENNE
VALREAS / SYNDICAT LOCAL VITROLLES
SYNDICAT LOCAL SGLCE PARIS / SYNDICAT LOCAL SGLCE PARIS
UGEPA / UPM DOCELLES
/ VUATTOUX AUGUSTE

filipa

LE PARTI PRIS



(...) La communication de la Filpac Cgt n'est pas politique, elle est propagandiste. Je prends pour exemple le rapport Mettling et son traitement qui est caricatural. Il faut prendre en compte l'existant, de nombreux salariés sont auto-entrepreneurs aujourd'hui dans les rédactions. (...)

Jean-François Ropert (SGL-CE)



>>> Les conventions collectives de la Pqn sont les bases minimum de nos contrats de travail.

Vous l'aurez compris, nous entendons bien agir pour la défense du socle de nos conditions de vie et de travail. Notre syndicat a classé ce dossier comme prioritaire et avons décidé de la porter avec les salariés de l'entreprise

Plusieurs initiatives de mobilisations ont été réalisées avec succès sous l'impulsion du Sglce, du Bureau parisien des cadres et du Snj Cgt.

Toutes ont été réussies par le nombre de camarades présents et la compréhension du dossier par les salariés eux-mêmes.

La dernière mobilisation en date s'est soldée par une non-parution des quotidiens nationaux. Nos camarades du Sip ainsi que les syndicats Filpac en Province, bien

conscients de notre démarche et de l'attaque faite à nos conventions collectives ont été partie prenante du mouvement. Qu'ils en soient, ici remerciés.

Alors où en sommes-nous à l'Afp? Un désaccord persiste avec la direction qui à ce jour refuse toujours l'application de la grille salariale et coefficients en vigueur au Spqn.

La deuxième réunion concernait la protection sociale. Alors que la direction avait envisagé de s'adresser à un groupe de protection à caractère privé, elle a confirmé le rattachement des salariés de l'Afp à Audiens, faisant à chaque fois référence au Spqn. Comme quoi, c'est possible. Et nous pensons même que la non-parution citée plus haut n'y est pas pour rien.

D'autres réunions sont prévues avec des thèmes différents. Nous allons poursuivre

le processus de négociation et ferons un point après chaque réunion. Soyez assurés, pour notre syndicat, de notre détermination à voir rattachés les ouvriers et employés à la convention collective Spqn comme c'est le cas depuis des décennies à l'Afp.

Autre dossier, celui de la distribution. Dans ce moment tragique que vient de vivre notre pays, la direction de la Sad annonce la semaine dernière la fermeture de plusieurs plates-formes locales et d'externalisation de charge de travail. S'accompagnant évidemment de réduction d'effectifs. Il n'y a pas eu de mouvement parce que la direction a reculé sur la teneur des annonces faites, après avoir été menacée de 24 heures d'arrêt.

Et parce que nos camarades ont jugé nécessaire d'exercer la mission de diffusion de l'information qui est la leur. Sur ce dossier, tout le monde a fait un pas de côté, mais c'est reculer pour mieux sauter. Nos dossiers, il nous faut les mener avec, à chaque fois, un rapport de force à la hauteur des enjeux. C'est notre seule garantie d'être écoutés et entendus.

Il conclut sur une note fraternelle. le Sglce a décidé d'inviter le congrès mercredi soir à un apéro dinatoire.

Bruno Suaire
(Sud-Ouest)

En 2014, la direction avait pour projet la filialisation de la régie publicitaire du groupe. Nous avons organisé une réunion à laquelle ont participé une quarantaine de salariés sur les 160 de la régie. Le 27 septembre, une première grève était organisée. Devant la surdité de la direction, nous sommes montés en puissance, la solidarité a été plus forte, entre les revendications de la publicité et celles du centre d'impression.

Une rencontre qui redonnait de l'humain dans des secteurs qui se côtoyaient peu. Résultat, la direction a dû abandonner son projet. ●

Vote du quitus

Pascal Lefebvre remercie les camarades qui sont intervenus pour exprimer la diversité des situations et poser des questions qui relèvent autant du débat sur l'activité de la Filpac et de ses syndicats que sur ses orientations à venir avant le vote des délégués sur le quitus de la direction sortante.

Pour : 12 189 ; 80,3 %

Contre : 2 987 ; 19,7 %

Abstentions : 1 144 ; 7 %

Olivier Dupont, « Un syndicalisme modernisé »

Concept Multimedia (groupe Spir Communication)
Chef de publicité, délégué syndical Info'Com-Cgt,
secrétaire du comité d'entreprise



📍 PORTRAIT PAR BRUNO LANTÉRI

Quel est ton parcours syndical et professionnel ?

J'ai une culture syndicale par mon grand-père, cheminot et résistant. C'est donc une affaire familiale et cela a son importance. Je suis arrivé par

hasard, comme de nombreuses personnes, dans la publicité. Dans les années 1990, il y avait de nombreuses opportunités dans ce secteur. J'ai donc suivi un cursus classique. Chez Concept Multimedia, qui fait de la communication immobilière imprimée et digitale, je suis chef de pub. En 2007-2008 arrive la crise financière, Lehman Brothers, etc., les injustices dans l'entreprise m'amènent à me syndiquer à la Filpac Cgt, dans un premier temps, puis à prendre un mandat de délégué. Depuis cette date, nous ne sommes jamais sortis du processus de déstabilisation de l'économie. Le salariat est fortement touché ; et la publicité a été à l'avant-garde de cette déstabilisation. Pression sur les salariés en termes de productivité, salaires n'évoluant pas, disparition des opportunités d'évolution ou de changement d'entreprise... Le burn-out devient normal, logique. Pour moi, c'est insupportable.

Tu es membre du syndicat Info'Com-Cgt.

Qu'est-ce qui t'a plu dans ce syndicat ?

J'ai rejoint le syndicat en 2011. Ce qui m'a tout de suite plu, c'est que c'était un laboratoire du syndicalisme. Car il doit se réformer, tant dans la forme que dans les outils technologiques mis à notre disposition. Ces outils sont des armes de communication pour contrer les idéologies largement diffusées. Au XIX^e siècle, il fallait se battre contre les patrons, aujourd'hui, il faut se battre quotidiennement contre les idées que l'on veut nous imposer. Il faut donc trouver de nouvelles armes dans ce nouveau monde numérique. Les réseaux sociaux, la vidéo sensibilisent un public plus jeune. Le traditionnel tract, souvent trop long, ne suffit plus. L'humour aussi permet d'être plus visible en provoquant une sorte d'électrochoc. Frapper les esprits, être vu et compris pour faire émerger nos idées dans ce flux interminable de communication.

Quelle est la situation dans l'entreprise ?

Nous avons lancé un mouvement social pour l'augmentation des salaires, bloqués depuis des années. Mais aussi pour améliorer les conditions de travail, fortement dégradées ; le burn-out est parti en flèche. Les salariés, avec les nouveaux outils, ont vu leur temps de travail exploser, avec en plus une réduction drastique de personnel. Le syndicat a un rôle de lien social pour les salariés, de décloisonnement. Cela permet de s'apercevoir qu'ils ont les mêmes problèmes, les mêmes intérêts. Ça redonne du collectif. Aujourd'hui, il y a une quarantaine de syndiqués sur trois cents salariés environ, ce qui est extraordinaire dans un secteur traditionnellement individualiste. C'est déjà une victoire ! ●

Gérard Sénécal, « Je vais transmettre mon expérience »

Papeterie la Chapelle Darblay
Secrétaire général du syndicat de l'Upm, futur retraité,
secrétaire du comité d'entreprise



📍 PORTRAIT PAR YVON HUET

Rajeunissement

Je suis remplacé par mon camarade Manuel Debarros, 40 ans, qui n'a pas pu venir au congrès. Je suis syndiqué depuis plus de 40 ans et j'ai pris des responsabilités syndicales depuis 15

ans. Je suis heureux d'avoir pu participer au rajeunissement de l'équipe syndicale qui a une moyenne d'âge de 40 ans aujourd'hui alors qu'elle était de 52 ans hier.

Résistance

Dans un contexte de lutte permanente pour empêcher le groupe de liquider l'entreprise, confortée par un taux de syndicalisation à plus de 50 % et un score de plus de 90 % dans les deux collèges, nous maintenons sous surveillance une machine dont la direction a obligé l'arrêt. Malgré un Pse qui a provoqué 55 licenciements secs et une réduction d'effectif global de 179 salariés, nous avons malgré tout sauvé 30 emplois et maintenu le statut social des salariés (salaires, conditions de travail et protection sociale). Nous sommes aujourd'hui 211 à résister pour que notre usine, qui produit encore le papier 100% recyclé dont les journaux ont besoin perdure. Nous attendons toujours un repreneur pour faire redémarrer la machine actuellement arrêtée.

Popularisation

Nous avons pris des initiatives spectaculaires à Rouen, pendant tout le conflit, déroulement de papier dans la ville, investissement de tous les centres de décision, afin de populariser notre conflit auprès de la population et de ses représentants. Nous avons relancé l'activité d'une association, « les Pap-Chap », qui a pour but d'organiser la fraternité et l'entraide avec tous les camarades présents et anciens de l'entreprise. Je tiens désormais à transmettre mon expérience à mes camarades qui organisent la contre-offensive contre les projets de liquidation du groupe Upm. ●



Nous sommes aujourd'hui 211 à résister pour que notre usine, qui produit encore le papier 100% recyclé dont les journaux ont besoin, perdure.

Gérard Sénécal



Carlos Tunon, « Il ne faut rien lâcher »

Délégué syndical de l'entreprise **Canson**
(groupe papetier Amelin)

📍 PORTRAIT PAR YVON HUET



Pour les beaux-arts et l'école

Notre usine se trouve à Annonay, en Ardèche, et le siège social est à Caen. Avec une production de 16 000 tonnes par an et un chiffre d'affaires de 60 millions d'euros nous travaillons dans le cadre d'une mondialisation avec des filiales au Brésil, en Australie, en Pologne, en Chine, en Italie, en Espagne et aux

Pays-Bas. 270 salariés y travaillent actuellement contre plus de 600 en 2002.

Pour en arriver là, toutes les procédures ont été utilisées, fermeture d'outils, Pse, cessions et fusions. Pour la fabrication du papier, nous ne disposons plus que d'une machine. Nous produisons des cahiers, des pochettes, du papier dessin, pour les beaux-arts et l'activité scolaire.

La direction attaque

En juin dernier, la direction nous a proposé un accord de maintien de l'emploi dans le cadre de l'Ani. On l'a refusé en bloc. Ils l'ont retiré. Ils voulaient aussi ouvrir un Pse (50 licenciements), en dénonçant tous les accords d'entreprise. Face à cette agression, nous avons organisé des débrayages.

Un combat sans concession

Pour déjouer le Pse, les salariés nous ont attachés à une voiture à l'extérieur de l'usine pour ne pas permettre le démarrage du processus. Le directeur a constaté qu'on ne pouvait pas aller en réunion. « Agressé » par un œuf, il a porté plainte en disant que c'était un caillou, mais comme cela n'a pas laissé de trace, il n'a pas pu aboutir à des poursuites. Après ce fiasco, la direction a tenté de renégocier l'accord de 35 heures en provoquant une baisse des salaires de 10 % à 20 %.

Nous avons fait voter les salariés après une dizaine de réunions. Ils ont refusé en bloc les baisses de salaires et les dégradations des conditions de travail.

Dans l'entreprise, le rapport de forces est favorable à la Cgt, 70 % aux élections professionnelles contre 30 % à la Cfdt. Le groupe Amelin maintient toujours la pression sans afficher sa stratégie de liquidation. Il faut donc continuer et surtout ne rien lâcher, même si c'est dur, en pratiquant la démocratie ouvrière à chaque moment de la lutte. ●



Le groupe Amelin maintient toujours la pression sans afficher sa stratégie de liquidation.

Carlos Tunon



Jamel Sadek et Menvin Vencatasamy, « Des conditions de travail inacceptables »

Délégués syndicaux au Ce **Cyclocity**, filiale de Decaux,
rattachés aux syndicats de la publicité de la Filpac

📍 PORTRAIT PAR JEAN-PIERRE GHIOTTO



Vélib : le revers de la médaille

Jamel Sadek et Menvin Vencatasamy sont salariés de la société « Cyclocity », filiale de Decaux, chargée de l'entretien des 20 000 « Vélib » désirés par la Mairie de Paris. 483 salariés dont 64 mécaniciens cycles qui ont le rôle de réparer actuellement 5 000 vélos abîmés, détériorés, dégradés. Pour les 64 mécaniciens, le travail s'effectue dans des conditions impropres à la bonne réalisation de leur tâche. Une expertise de la société CEDAET, mandatée par le CHSCT met en avant des conditions de salaire et de travail qui sont très éloignées des notions de productivité imposées aux salariés. Poste de travail et outillage inadapté et des conditions salariales ne correspondant pas à la qualification demandée pour réaliser les réparations. Les salariés de Cyclocity dépendent d'une convention collective de « vente d'articles de sport » alors que leur service clientèle s'est vu primé dans la catégorie conventionnelle « transports individuels ».

Inacceptable!

Jamel s'est syndiqué il y a huit ans pour aussitôt prendre des responsabilités syndicales comme Dp et délégué Ce et constate avec regrets qu'il n'existe aucun dialogue social dans cette société. Le Drh qui gère la société est soumis au Drh de chez Decaux qui est d'ailleurs le président du Ce de Cyclocity. Menvin, travailleur handicapé (seul son bras droit est valide), embauché comme mécanicien, a travaillé pendant plus d'un an sur un poste non aménagé pour son état tout en réussissant malgré tout à rénover 5 à 6 vélos par jour. Il aura fallu qu'il soit victime d'un accident à son bras valide pour obtenir après plus d'un an un poste adapté à son état. Cette société, comme beaucoup d'autres ne respecte pas les directives nationales, qui sont de 6 % de postes pourvus par des travailleurs handicapés. Elle en emploie seulement 2 %. Devant ces conditions inacceptables, Menvin s'est syndiqué et a été élu comme délégué au comité d'entreprise. Jamel et Menvin sont rattachés aux syndicats de la publicité de la Filpac. ●

Franck Sailliot, « Lutter contre la cessation d'activité »

Délégué syndical central, secrétaire du comité
du groupe ArjoWiggins (groupe papetier Amelin)

📍 PORTRAIT PAR JEAN-PIERRE GHIOTTO



La papeterie de Wizernes, le joyau de Saint-Omer

Franck travaille chez ArjoWiggins, groupe franco-français qui fait partie du groupe Sequena dans lequel la banque Bpi France est majoritaire et qui appartient donc à l'État français.

La papeterie de Wizernes, un des joyaux du groupe,

située à côté de Saint-Omer, dans le nord de la France, coulait des jours heureux dans le pays du chicon (endive) et du chou-fleur, au bord du fleuve l'Aa (fleuve cher aux cruciverbistes) qui accueille sur ses rives pas moins de cinq papeteries. La direction d'ArjoWiggins décide au mois d'avril 2014 d'arrêter la production papetière de Wizernes. Ce que refusèrent les salariés qui entrèrent en lutte avec leur syndicat pour s'opposer à cette cessation d'activité. Grâce à l'action entreprise et non pas grâce à l'État français, cette cessation n'interviendra qu'au mois de juin 2015.

Été 2015 : 215 licenciements

Entre juin et fin septembre 2015, 250 licenciements sont prononcés. L'occupation de l'usine a commencé le lundi 16 juin. Les camarades licenciés participent également à l'occupation de l'entreprise jour et nuit, week-end compris, avec les 48 salariés restant encore en activité, mais sans production à assurer. La solidarité avec les camarades en occupation s'est développée et ils y puisent l'énergie nécessaire pour continuer leur combat. Qu'il s'agisse de la présence physique de camarades sur le site mais aussi la solidarité financière. Le soutien de la population locale et de ses édiles est aussi un réconfort ainsi que le positionnement des médias, comme *la Voix du Nord*, qui publie des articles favorables soutenant les salariés en lutte.

La distribution au détriment de la production

Le groupe Sequana fabrique et distribue le papier, mais il cherche actuellement à recentrer son activité en grande partie sur la distribution au détriment du reste de la production. Après avoir fait part de sa volonté d'arrêt d'activité, la direction a tenté de récupérer ses logiciels administratifs et de production, ainsi qu'un stock de pâte sèche d'une valeur de 1,2 million d'euros mais cela lui a été refusé par le syndicat qui s'en est emparé.

De même que le prétendu entretien programmé de la turbine génératrice d'électricité n'a pas été accepté par les salariés qui ont flairé le piège un peu grossier de priver l'usine de l'élément essentiel à la vie dans l'entreprise. ●

Reconstruire solidarité et travail collectif pour les ingénieurs, cadres et agents de maîtrise

Intervention de Laurent Gaboriau, secrétaire général
de l'Ufict Lc Filpac

📍 SYNTHÈSE DE LA RÉDACTION

Laurent intervient sur la syndicalisation des ingénieurs, cadres, techniciens et agents de maîtrise (Ictam) nécessaire à la réalisation d'un syndicalisme de masse où chacun doit trouver sa place et éviter que ne se produisent des divisions, des incompréhensions dans le salariat, préjudiciables à la construction du rapport des forces dont nous avons impérativement besoin.



Un exemple

Smart, société détenue par la riche Daimler, a réussi à passer le temps de travail des 35 heures légales à 39 heures payées 37, en faisant voter les salariés dont les cadres. 56 % de votants, 75 % des ouvriers votant contre le projet patronal, mais les cadres plus nombreux font basculer le résultat en faveur de l'entreprise.

Comment peut-on en arriver là ?

Si une activité spécifique digne de ce nom avait été menée, le résultat aurait sûrement été différent.

Car là où nous menons une activité tournée

vers les Ictam nous finissons par reconstruire solidarité et travail collectif... Il faut aller vers ces salariés. Il faut aussi aller dans tous ces nouveaux secteurs de l'économie low-cost dans lesquels nous retrouvons beaucoup d'Ictam mais aussi des jeunes diplômés et des femmes de plus en plus nombreuses. Une fédération qui est tournée vers l'avenir utilise et s'appuie sur son outil, l'Ufict, pour gagner la syndicalisation de tous ces Ictam à partir de leurs besoins.

L'Ufict ! Ce n'est pas une fédération bis, c'est un prolongement de la Fédération sur les enjeux spécifiques.

C'est-à-dire l'outil pour aider tous les syndicats à syndiquer les Ictam. Si nous voulons donner corps à notre ambition de transformation sociale cela nécessite d'être en capacité de représenter l'ensemble du monde du travail.

Pour cela, il s'agit non pas de parler au nom des Ictam et de ce que nous supposons être leurs préoccupations et revendications, mais de leur donner les moyens de les élaborer eux-mêmes en leur proposant les outils pour le faire et en les alimentant par nos repères revendicatifs. ●

“

L'Ufict ! Ce n'est pas une fédération bis, c'est un prolongement de la Fédération sur les enjeux spécifiques.

Laurent Gaboriau ”

Le numérique doit être l'affaire des salariés

Allocution de **Marie-José Kotlicki**, secrétaire générale de l'Ugict Cgt

 SYNTHÈSE DE LA RÉDACTION

Le titre de votre débat « choisir son camp », nous convient bien car l'Ugict-Cgt a pour vocation la transformation des rapports sociaux dans l'entreprise, la bataille contre le partage de la pénurie au sein du salariat et le refus de laisser les ICT aux mains du patronat, le rassemblement du salariat dans la lutte de classes contre le capital. Et il va falloir passer aux actes dans le cadre de la révolution numérique. Marc m'a demandé de présenter quelques réflexions de l'Ugict Cgt sur ce sujet.

À la différence des révolutions antérieures, celle du numérique se déroulera sur une ou deux décennies au lieu de plusieurs siècles. Nous entrons dans une période charnière pour le droit du travail et notre modèle social...

Des moyens pour une maîtrise sociale du numérique

Choisir son camp pour la Cgt implique de se donner les moyens de maîtriser le sens de ces transformations pour renouer avec la notion de progrès en articulant progrès technologique, économique et social.

Si le capital saisit pour prétexte le numérique pour flexibiliser les hommes... La Cgt veut flexibiliser les machines et les organisations du travail pour libérer les hommes et reconnaître leur créativité.

La lutte de classes est donc frontale... Utilisons les nouvelles contradictions du capital face au numérique et en ouvrant des perspectives sociales et économiques. Ces transformations peuvent être autant de progrès, de renouveau et de relance de l'industrie manufacturière en France. Le numérique accélère l'évolution du tissu économique... Dans l'industrie, on passe d'une fabrication de produits de masse à une personnalisation et diversification des produits et des services. (Michelin ne vend plus des pneus, mais un nombre de kilomètres garantis ou un pourcentage d'économie de carburant.)



Utilisons les nouvelles contradictions du capital face au numérique et en ouvrant des perspectives sociales et économiques.

Marie-José Kotlicki



La culture du numérique, fondée sur le travail collaboratif, l'innovation ouverte et partagée, bouscule les logiques managériales de l'organisation du travail assises sur la concurrence et l'individualisation des rapports.

Ce développement de produits et de services intégrés... peut permettre un nouveau rebond de l'industrie en France, mais cela suppose une reconstruction d'un socle de l'industrie manufacturière...

Cela nécessite une vision partagée de l'industrie en France intégrant les services qui lui sont liés, des nouveaux modes de consommation et de production plus respectueux de l'environnement. Sans action sur ces leviers, nous raterons le tournant du numérique au plan économique.

Au plan social, le capital prend prétexte des nouvelles formes d'emplois qui

se développent sur des plate-formes numériques pour annoncer la fin programmée du salariat, plus exactement du statut de salarié, qui céderait la place aux travailleurs dits « indépendants » dont l'autonomie rimerait avec précarité – ces travailleurs à la frange du salariat, sont quasi exclus de toute protection sociale – et sans référence de paiement de la qualification. Ils pourraient aussi être utilisés comme élément de dumping social contre le salariat.

Luttons contre la déréglementation tous azimuts

Bien entendu, le souhait de l'extinction du statut du salarié va de pair avec les attaques contre le Code du travail. Plutôt que de déréglementer le Code du travail, ce dernier doit être non seulement sauvegardé, mais renforcé. Pour éviter une dérégulation sociale, une montée de la précarité et un dumping social à travers ces contributeurs du numérique, il convient d'élargir le statut du salarié à ces travailleurs dont le lien de subordination se matérialise dans la dépendance économique vis-à-vis de ces prédateurs du numérique.

Il faut renforcer des droits collectifs pour l'intervention et le rôle décisionnel des IRP et des Chsct et imposer un droit de regard sur l'organisation et les charges de travail.

Le numérique et la démocratie

L'impact du numérique sur la démocratie est un enjeu important... L'objectif, à partir du vécu au travail et de l'expertise des salariés, est de permettre à chacune et chacun d'avoir une visibilité sur les transformations en cours.

L'Ugict-Cgt travaillera avec ses organisations sur des propositions à préciser, compléter et faire valider grâce au débat avec les salariés...

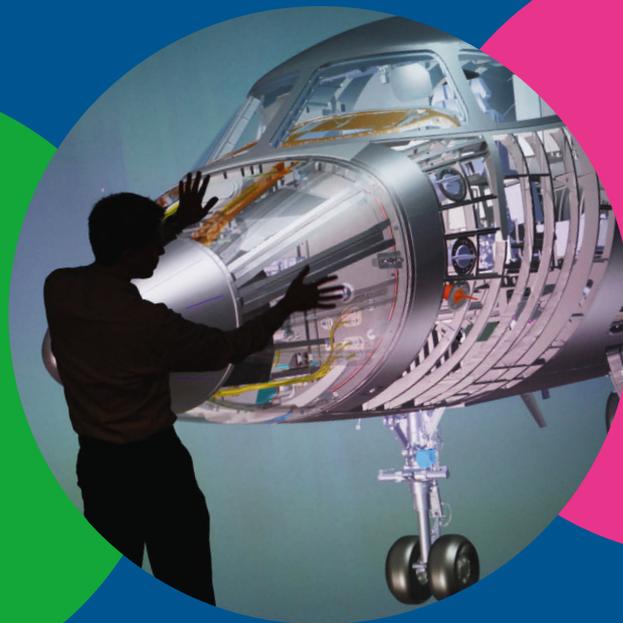
Renforçons les collectifs de travail tout en libérant l'autonomie, l'initiative et la créativité...

Agissons pour que le numérique soit l'affaire des salariés et adoptons un mode de transition garantissant l'emploi, le développement et sécurisant les mobilités professionnelles. ●



Entrez dans le futur

Dassault Aviation, Dassault Systèmes, Groupe Figaro,
Immobilière Dassault, Château Dassault, Artcurial



Industrie aéronautique, haute technologie numérique et programmes de mécénat pour la recherche scientifique médicale de pointe : depuis plusieurs décennies, les femmes et les hommes du Groupe Dassault partagent cette passion pour l'innovation et poussent sans cesse les frontières de l'excellence.

Future Now

www.dassault.com

 **GROUPE
DASSAULT**

Le bon équilibre

Allocution de Cyril Fournet, Syndicat Gascogne Dax

 SYNTHÈSE DE LA RÉDACTION

Bien-être – liberté – solidarité – Cgt, c'est l'essence de notre moteur syndical Cgt. Mais que se passe-t-il quand la diversité des analyses n'est plus de mise ? N'est-ce pas un signe du déclin quand la réflexion se synthétise à quelques cerveaux d'experts ? L'actualité mérite mieux que ça. Il y aurait une Cgt molle, réformiste peut-être, et une Cgt dure, seule garante des valeurs qui la composent. Entre le pas assez et le trop de politique, il y a le bon niveau. A nous de le rechercher dans la discussion et la confrontation des idées.

Construire un véritable projet de société

Toute vie, tout mouvement est basé sur la notion d'équilibre. Je partage avec bon nombre de camarades que la Cgt doit être en capacité de construire un véritable projet de société axé autour du monde du travail. Nous sommes les auteurs / acteurs de notre avenir et pour cela, nous devons



Cessons de vouloir croire au plein-emploi basé sur la seule croissance et sur le même modèle économique.



appréhender au mieux le présent, la situation, pour imaginer le meilleur. Le fil rouge de cette construction devra être stratégique. Un chiffre édifiant : il y aurait aujourd'hui, sur 10 syndiqués Cgt quittant le monde du travail, 7 qui décideraient de stopper leur adhésion. A l'évidence, ces partants s'étaient syndiqués pour une prestation de service uniquement. Ce syndicalisme de service, destructeur des solidarités, est une réalité vécue dans nos entreprises. Ne pas intégrer cet état d'esprit nous conduirait encore une fois à se voiler la face sur des vérités qui nous dérangent. Appréhender que le salariat évolue sur ce schéma nous aidera à mieux construire et comprendre les échecs des mobilisations.

Si le pessimisme est d'humeur, l'optimisme est de volonté. Je le suis quand je lis le rapport d'orientation et notamment quand on évoque la reconstruction d'une appartenance de classe, là comme disent mes enfants, je kiffe. Dans ce contexte, nous ne pourrions rassembler que si nous, Cgt, sommes rassemblés et cessons de croire que notre capacité à rassembler est intacte en préconisant les mêmes méthodes et stratégies. Cessons de vouloir croire au plein-emploi basé sur la seule croissance et sur le même modèle économique.

Travailler mieux et moins en gagnant plus

L'évolution technologique est exponentielle et basée sur la robotique et la mécanisation à tout crin. Qui peut croire que la robotique crée ou créera de l'emploi ? Les robots se fabriquent avec des robots et l'obsession du capitalisme est de produire toujours plus avec toujours moins d'hommes pour le plus grand bonheur de ceux qui l'organisent. Je crois en l'avenir du projet Cgt quand il promeut un modèle social basé sur 32 heures de travail hebdomadaire. Parce qu'il n'y aura jamais assez de travail pour tous, nous serons contraints de le partager pour au moins trois raisons. La première est liée à l'épuisement de la croissance économique. La deuxième raison a trait aux enjeux écologiques. Aussi « verte » soit-elle, la croissance sera amenée à devenir plus sobre, plus qualitative, ce



qui renforcera le phénomène précédent. La troisième raison est liée aux évolutions de nos sociétés et aux aspirations des individus. Cette revendication utopique pour certains « travailler mieux, moins tous, en gagnant plus » représente le progrès et le bon sens.

Non à l'extrême droite !

Donc j'enrage quand des spectateurs votant pour l'extrême droite endossent le rôle de victimes n'ayant plus aucune responsabilité. J'enrage quand, réfugiés derrière le « tous pourris », ils fonctionnent pour notre plus grand malheur. L'effet spectateur annihile toute forme de résistance en diluant les responsabilités et les réactions. Les seules responsables seraient ceux qui ont en charge la défense de leurs intérêts et nous ne serions que les coresponsables d'un système en échec, ayant organisé notre propre institutionnalisation.

Noble mission : défendre les intérêts des salariés

Mais nous, résistants, nous représentons l'avenir. Nous portons l'immense responsabilité d'être garants de la défense des intérêts généraux des salariés. Cette noble mission ne pourra se poursuivre qu'avec un salariat ayant relevé la tête, assurément vers les étoiles, c'est aussi ça, choisir son camp. ●

L'alternative, tous ensemble

Allocution de **Dany Muller**, secrétaire général de l'Ufr Filpac Cgt

 SYNTHÈSE DE LA RÉDACTION

La rédaction de l'*Impac* reprend les principales lignes de la déclaration de Dany Muller, secrétaire général de l'Ufr Filpac Cgt.

« Nous avons parcouru, avec attention, le projet d'orientation du 8^e Congrès fédéral. Document ambitieux qui s'inscrit dans la réalité sociétale et, en partie, dans la continuité du 7^e Congrès. Mais répond-il aux aspirations et aux préoccupations immédiates des salariés ? Sommes-nous en phase avec la réalité du terrain ? Mesurons-nous que nous sommes à la fin d'un modèle économique et social si ce n'est à sa refondation ? Faut-il uniquement rejeter ou alors ouvrir des perspectives ? Peut-on remettre en cause l'ordre social sans y intégrer la dimension politique ? Syndicalisme et politique font-ils bon ménage ? L'un peut-il se passer de l'autre tout en gardant notre indépendance de pensée et d'action ? Pour pouvoir y répondre il faudrait, avant tout, réinstaurer la culture du débat ne serait-ce que pour ne pas instaurer une institutionnalisation intellectuelle dans notre fédération.

Dans le projet d'orientation, les retraités, je ne parle pas de la retraite, ne sont pas la préoccupation première, même s'il y figure le mot intergénérationnel. Encore faudrait-il donner un contenu à ce mot, ce qui faciliterait les rencontres intergénérationnelles. Pour cela nous devrions être beaucoup plus proches l'un de l'autre et les lieux de rencontres sont variés. Que ce soit la famille, les amis, l'entreprise, toutes les structures syndicales et politiques, le lieu de résidence, la vie associative, etc.

Au fait, c'est quoi un retraité ?

Un retraité est un ancien salarié, qui a été exploité en travaillant et bien qu'il n'ait plus de patron sur le dos, il continue d'être exploité. Il a des besoins élémentaires de pouvoir d'achat, il est victime de la précarité, de la politique



d'austérité, il souhaiterait pouvoir profiter pleinement de sa nouvelle vie. Il participe à la vie économique et sociale. Nos revendications, nos champs d'intervention comportent donc de nombreuses similitudes avec celles des actifs.

Alors pourquoi le chacun pour soi ?

La continuité syndicale c'est renforcer l'Ufr, la Filpac, la Cgt. Or, pour un futur retraité, la continuité syndicale n'est pas évidente. Elle l'est pour certains par sympathie, pour d'autres par fidélité, elle est naturelle pour ceux qui ont une conscience de classe. Et il y a les millions d'autres qui pensent que d'être syndiqué à la retraite ne sert à rien. Militier oui. Mais dans quelle structure ? Dans la Fédération, là où nous avons une autonomie financière et de fonctionnement ? Dans une section multipro ? A l'Usr, Ul, Ud, Ucr, la palette est large. Militier mais pour quoi faire ? Faire le nombre ? Devenir des spécialistes de la proximité ? Des piliers de la vie associative ? Veut-on nous intégrer pour mieux nous laminer ? Et pourtant, nous représentons les préoccupations de 15 millions de retraités.

Nous revendiquons notre place, rien que notre place, mais notre juste place...

Nous avons des revendications ; des

“

Nous représentons les préoccupations de 15 millions de retraités.

”

idées pour que la transformation sociale qu'aborde le projet d'orientation bénéficie à tous, actifs et retraités, en tenant compte des erreurs que nous avons pu commettre. Pour le syndicalisme retraité la seule référence au territoire n'est pas la solution. Il en est de même, pour le syndicat d'entreprise. Se replier sur le seul territoire, sur l'entreprise, c'est faire abstraction de la solidarité. C'est se fragiliser. C'est la porte ouverte à l'explosion des structures existantes. C'est la fin du rapport de forces, des acquis conquis, de la démocratie syndicale, avec le risque à l'adaptation sociale patronale. Et pourtant il y aurait matière à réflexion pour adapter l'activité syndicale à notre époque. L'Ufr souhaite que l'on revienne aux fondamentaux de l'action syndicale, gage de réussite pour la mise en place d'un modèle social qui prenne en compte les besoins de l'homme en tenant compte de la diversité de pensée du salariat et des retraités d'aujourd'hui, sans se braquer face aux évolutions technologiques, aux enjeux économiques, mais être force de propositions et de perspectives. C'est le rôle du syndicalisme et ce rôle aucun parti politique ne pourra le remplacer. Exclure du débat les retraités, c'est rendre encore plus compliquée la bataille pour la transformation sociale, fil rouge de l'orientation du 8^e congrès de la Filpac-Cgt. Pour l'UFR, le « tous ensemble » est l'objectif incontournable pour réussir toute avancée sociale. Il est le socle de la solidarité. ●

8^e



Congrès

www.filpac.cgt.fr

filpac cgt

Rassembler

@ pour

revendiquer

CONSTRUIRE
LA SOLIDARITÉ,
CHOISIR SON CAMP,
VAINCRE
L'AUSTÉRITÉ

23-26 novembre
2015
MONTREUIL

Le livre,
le papier et
la communication



e (huitième)

CONGRÈS filpac cgt

CONSTRUIRE LA SOLIDARITÉ

RASSEMBLER POUR REVENDIQUER,
CHOISIR SON CAMP,
VAINCRE L'AUSTÉRITÉ

23/26 novembre 2015
MONTREUIL

www.filpac.cgt.fr

Le livre, le papier et la communication



www.filpac.cgt.fr

Le livre, le papier et la communication

Comité exécutif national 2015

AKOUN PASCAL
 ALTMANN ROMAIN
 ARASA BRUNO
 AUDONNET SERGE
 AUGOT JEAN-PIERRE
 BAURET PATRICK
 BENETEAU STEVE
 BLANDIN OLIVIER
 BORNAIS STÉPHANE
 BOUCHAREB BRAHIM
 BOUSLIM NAJIB
 CHANUDET DAVID
 CHAUVEAU BRUNO
 CHEURFI SAMIRA
 CIET RICHARD
 CIONA MARIO
 DE BARROS MANUEL
 DE SOUSA JEAN-PAUL
 DEMARCHI ALAIN
 DEWET DIDIER
 DHONT DAMIEN
 DUBUC FREDERIC
 DUGUE DAVID
 FAUCHER NICOLAS
 FIATTE PASCAL
 FOURNET CYRILLE
 GABORIAU LAURENT
 GLACHANT DIDIER
 GLANCER GERALD
 GOEDERTIER GILLES
 JARNOUX MARC
 JOSEPH LAURENT
 LAPARLIÈRE CEDRIC
 LE BOUL'CH PASCAL
 LE GARRERES REGINE
 LEFEBVRE PASCAL
 LETREGUILLY GERARD
 MARTIN ERIC
 MARTINEZ JEAN-PIERRE
 MOITRY PHILIPPE

MULLER DANIEL
 PASQUALINOTTO FRANÇOIS
 PATUREY STEPHANE
 PEREZ BERNARD
 PEYRADE MARC
 PICHOT FREDERIC
 PINCI MICHAËL
 RAFFIER ARNAUD
 RICCARDI JULIEN
 ROPERT JEAN-FRANÇOIS
 ROUSSELLE DAVID
 ROY FABRICE
 SAILLIOT FRANCK
 SENECAI GERARD
 TAHAI CATHERINE
 THIBOUT JOSUÉ
 TRIBOUT ANDRE
 VERDIN CHANTAL
 VIAUD JEAN-PIERRE
 YACINE AHMED

Invités :
 SLIMANI NADIA
 AUBERTIN FRANCK

Secrétaire général : PEYRADE MARC
Secrétaire chargé de l'administration :
 LEFEBVRE PASCAL
Secrétaire à l'organisation et la vie syndicale :
 FAUCHER NICOLAS
Secrétaires activité revendicative : BAURET PATRICK,
 SAILLOT FRANCK, LE TREGUILLY GÉRARD

Commission de contrôle financier 2015

DANIEL LOÏC
 DUQUENNE LIONEL
 QUINTIN PHILIPPE

RÉSOLUTION D'ACTUALITÉ DU 8^e CONGRÈS DE LA FILPAC CGT

En janvier dernier, un sentiment d'effroi et de stupeur avait traversé notre pays. Vendredi 13 novembre, ce sont des actes ignobles qui ont frappé la France. Notre congrès condamne sans appel et sans détour ce déferlement de violence inhumaine qui frappe également les peuples de nombreux pays.

Ces deux attentats nous rappellent que, dans la guerre, la seule victime c'est le peuple, ce sont les nôtres et il nous faut dénoncer dans le même temps les origines de ce mal que sont les politiques impérialistes que mènent les gouvernements français dans le sillage de l'OTAN et des USA depuis plusieurs années, notamment au Mali, en Lybie, en Irak et en Syrie. Elles ont engendré un véritable chaos dans toute une région.

Il faut combattre sans équivoque le terrorisme, celui de Daesh et d'autres organisations mais nous n'acceptons pas l'instrumentalisation de nos morts pour renforcer un type de guerre, dite préventive, des bombardements sans déclaration de guerre, en tout point du Globe dont nous connaissons déjà sa propension à produire des terroristes. Nous rejetons une unité nationale consistant à se blottir derrière un chef providentiel et lui aliéner les libertés, pour qu'il nous mène à une guerre qui ne nous débarrassera pas de la bête terroriste.

Un des moyens de lutte contre le caractère attractif des organisations de type Daesh – car elles attirent – consiste à saper le terrain au désespoir social, à la perte de sens d'une société à tel point inégale et inhumaine. Si la réponse au terrorisme ignore la question sociale, le vivre ensemble et ses moyens, alors l'état d'exception deviendra la règle permettant à l'exécutif de s'affranchir de la souveraineté nationale, nous entraînant ainsi vers une forme de totalitarisme.

Rejetant l'austérité à perpétuité, le congrès de la Filpac Cgt place au centre de sa démarche la solidarité, requise par les luttes en cours et à venir.

Les revendications sont partout les mêmes ou semblables : sous-effectifs, surtravail, horaires déments... et mépris de la direction. Les patrons ou les directeurs licencient ou suppriment des postes et font faire un travail semblable ou plus important à des salariés moins nombreux.

Avec une charge de travail répartie entre le moins de

salariés possible, l'ambiance au travail se dégrade en conséquence. Pour faire accepter le surplus de travail, des méthodes de pressions, de harcèlement, sont utilisées, dégoûtant, divisant, brisant les salariés qui sont sous la menace d'être poussés vers la sortie et le chômage.

Face à cela, au lieu de subir en silence, les grèves sur les conditions de travail dénoncent de plus en plus publiquement, explicitement, ouvertement cette souffrance au travail, cette maltraitance au travail. La détermination dont font preuve nos camarades dans les luttes menées nous rappelle à quel point sont actuels le combat et l'engagement syndical et sont le drapeau de l'engagement de notre congrès.

Ce genre de luttes dérange ceux qui jouent perdantes tant la Cgt que l'action collective. Ceux qui lâchent la cause des salariés et des populations au profit d'intérêts d'appareils autonomes par rapport à l'intérêt général. Ceux qui croient dans cette illusion de l'avenir d'un syndicalisme institutionnalisé qui n'aurait comme unique fonction celle de figurants dociles dans le spectacle du dialogue social organisé pour l'ordre patronal par le MEDEF.

Ne doutons pas que c'est la lutte qui porte les germes de l'avenir. C'est là, pour aider mais aussi pour faire émerger ces potentialités comme des facteurs de convergences et de rassemblement que nous devons être. Là se trouve le syndicalisme que nous voulons forger, celui de la solidarité.

Le congrès décide de porter la solidarité comme le premier élément de la résistance à l'entreprise de déshumanisation opérée par le système capitaliste.

Le congrès affirme le pacte qui lie chaque syndiqué, chaque militant attaqué, réprimé, menacé, chaque lutte menée en quelque lieu que ce soit doivent pouvoir compter sur cette tâche absolument prioritaire qu'est

La détermination dont font preuve nos camarades dans les luttes menées, nous rappelle à quel point sont actuels le combat et l'engagement syndical.

l'expression concrète de la solidarité sous toutes ses formes.

Le congrès des syndicats de la Filpac Cgt participe à la construction d'un vaste mouvement et une mobilisation contre la loi Macron 2, telle qu'elle résulterait des menées libérales du gouvernement et du patronat.

Le verrou que le gouvernement et le patronat veulent faire sauter, c'est la faculté des travailleurs à être représentés par des syndicats indépendants qui inscrivent leurs actions au compte de survie prioritaire des emplois et des filières professionnelles. C'est la notion de convention collective couvrant le contrat de travail qui est en jeu, parce que la grande transformation libéralo-numérique réclame la destruction massive des emplois et de « promouvoir l'essaiage digital des salariés », notamment par la destruction du Code du travail et des éléments du statut du travail salarié.

Le congrès adopte la plate-forme revendicative suivante, qui combine la défense du droit et l'intégration des nouvelles formes de travail aux principes collectifs du droit précédent. ●

SOLIDAIRES ET UNIS!



La Filpac Cgt

- **se prononce** pour l'instauration de l'urgence sociale.
 - **rejette totalement la destruction du droit social actuel** et exige des droits syndicaux nouveaux. S'il doit apparaître de nouvelles formes d'emplois, qu'elles s'intègrent dans la légalité du droit social actuel. C'est bien le statut du travail salarié qu'il faut étendre aux travailleurs précaires, et non précariser le Travail entier au nom de l'entrepreneur nomade.
 - **combat la concurrence entre salariés** et s'oppose à la disparition du cadre légal remplacé par de la précarité. La charge de travail, même numérique, doit être mesurée à l'entreprise et délimitée par un contrat de travail.
 - **s'engage en faveur de la défense des conventions collectives** et se prononce pour une lutte sans merci contre l'évasion et la fraude fiscale qui ruinent les budgets nationaux et les services publics.
 - **s'oppose au mensonge d'État** qui présente le Code du Travail comme fauteur de chômage, et l'ensemble des lois sociales comme archaïques, s'opposant à la modernité du numérique. Au contraire, le numérique est une formidable opportunité de rassemblement de tous les salariés autour d'objectifs communs. L'un d'entre eux consiste à défendre et promouvoir la Sécurité sociale sous tous ses aspects, en l'étendant au revenu même du Travail.
 - **est opposée à la réduction du salarié à son compte individuel d'activité**, défend la Sécurité sociale et le contrat de travail, générateur de cotisations sociales qui en assurent la pérennité.
- De la même manière que le congrès de la Filpac Cgt détermine une orientation contre l'union nationale pour la guerre dans le cadre de l'État d'exception permanente derrière Hollande, il confirme le refus de l'union sacrée avec le patronat dans la guerre économique livrée sur le terrain de la concurrence mondialisée.
- **appelle à toutes les formes de mobilisation** pour participer à la journée d'actions interprofessionnelles du mercredi 2 décembre contre la criminalisation de l'action syndicale en soutien à nos camarades d'Air France, pour la défense de nos libertés, l'expression de nos revendications et contre tous les reculs sociaux. Le congrès estime de son devoir de contribuer à rassembler toutes celles et tous ceux qui pensent et agissent en faveur d'une alternative au capitalisme. ●

4 jours de Congrès en images

Photographies :
Alloua Sayad
Yvon Huet
Frédéric Joffre



8^e CONGRÈS

filpac cgt







Vous suivre à votre rythme

La protection sociale professionnelle est une création continue

La portabilité des droits prévoyance et frais de santé

Décryptage

En cas de rupture du contrat de travail, le salarié a la possibilité de conserver temporairement et sans cotisation à sa charge, les couvertures complémentaires (décès, incapacité/invalidité et frais de santé), dont il bénéficiait dans son ancienne entreprise, à certaines conditions.

Qui peut bénéficier de ce dispositif de portabilité ?

La loi de sécurisation de l'emploi du 14 juin 2013 prévoit le maintien des garanties collectives complémentaires applicables chez le dernier employeur, au profit des salariés qui viennent de perdre leur emploi et bénéficient du régime d'assurance chômage.

Les cas de rupture du contrat de travail concernés sont notamment :

- tout licenciement sauf en cas de faute lourde ;
- la rupture conventionnelle de CDI ;
- l'arrivée à terme du CDD ;
- la démission légitime ;
- la rupture du contrat d'apprentissage.

Quel est le point de départ de la portabilité et pendant combien de temps peut-on bénéficier de ce maintien de garanties ?

Les couvertures prévoyance et frais de santé sont maintenues pour une durée égale à celle de l'indemnisation chômage dans la limite de la durée du dernier contrat de travail jusqu'à 12 mois maximum.

Le maintien des garanties s'applique dès la date de cessation du contrat de travail.

Durée du contrat de travail	Durée du maintien des garanties
15 jours	1 mois
1 mois	1 mois
3 mois et 15 jours	4 mois
12 mois et plus	12 mois

Important

Le dispositif ne s'exerce que pendant la période de chômage. Le bénéfice du maintien des garanties se perd dès que l'on retrouve un emploi ou que l'on est radié des listes de Pôle emploi.

Quelles sont les obligations pour bénéficiaire de ce dispositif ?

1. Justifier mensuellement d'une prise en charge par l'assurance chômage à votre organisme assureur.
2. Informer votre institution de la cessation des allocations chômage.

La protection sociale professionnelle est une création continue



www.audiens.org

- RETRAITE COMPLÉMENTAIRE
- ASSURANCE DE PERSONNES
- ACCOMPAGNEMENT SOLIDAIRE ET PRÉVENTION SOCIALE
- MÉDICAL ET PRÉVENTION SANTÉ
- SERVICES AUX PROFESSIONS
- CONGÉS SPECTACLES